

solmer

AVEC LES GREVISTES DES HAUTS FOURNEAUX

Voir notre reportage p. 5

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

SAMEDI 7
DIMANCHE 8

8

FEVRIER

1976

N° 105

1,50 F

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

DJIBOUTI

DEHORS LE COLONIALISME FRANCAIS



Djibouti : le peuple fait face aux troupes coloniales...

SOMMAIRE

p. 2 : reportage Catalogne combattante : l'occupation des banques
p. 3 : Non Giscard ne divisera pas les Comores
p. 4 : Un nouveau patron pour 70 ouvriers, un patron... soviétique. Soma : le SAC et la maîtrise contre les grévistes
p. 6 : politique - Au Chili, et au Portugal, où a conduit la voie des Marchais ...
p. 7 : Congrès du PCF - Ce qu'en pensent les travailleurs de Rateau.
p. 8 : Document - maître Althusser et la politique
p. 9 : Une ville morte - «La grande borne».
p. 10 : la vie du journal.
p. 11 : Note feuilleton «Étoile Rouge sur la Chine» d'E. Snow

Vingt-quatre heures après la fusillade qui a coûté la vie à une enfant, à six membres du Front de Libération de la Côte des Somalis, la tension persiste gravement dans la région. Le gouvernement somalien a révélé que plusieurs policiers et civils somaliens ont été victimes des balles tirées par les troupes coloniales françaises. L'ambassade de Somalie indique que les victimes s'élèvent à six employés civils, six policiers, onze civils tués et vingt-cinq civils blessés. Le gouvernement somalien a déposé plainte à l'ONU.

Le sort du jeune garçon qui reste entre les mains du Front de Libération de la Côte des Somalis est l'objet d'informations contradictoires concernant la possibilité d'une libération rapide.

Cependant, le gouvernement français maintient une répression intensifiée à Djibouti : le général Brossard a indiqué que le couvre-feu était maintenu. En même temps, Stirn a repoussé le processus d'indépendance jusqu'à ce que «les garanties indispensables soient acquies».

M. Samantar, ambassadeur de Somalie, nous déclare :
«C'est aux peuples de la région de décider».

Quotidien du Peuple : Comment voyez-vous le développement de la situation dans les jours à venir, alors que nous apprenons l'envoi de navires de guerre français dans l'Océan Indien ?

Il est difficile de préjuger de l'évolution dans les jours à venir. Cela dépendra de beaucoup de choses. Nous savons qu'il y a actuellement une forte concentration navale française sur la côte de Djibouti. Il y a aussi des bateaux de guerre américains qui sont dans les parages. Il y a de nouveaux renforts

français, un pont aérien et l'envoi d'autres bateaux de guerre français.

Tout cela ne nous étonne pas. Cela confirme la marque de violence et d'agression de l'impérialisme français. Comment la France peut-elle expliquer la concentration de forces dans l'océan indien, par quel intérêt, sinon ses intérêts impérialistes ? Et les intérêts du bloc occidental agressif ? Comme nous l'avons déjà annoncé, le territoire de la République de Somalie a été violé. Des civils, dont des femmes et des enfants de notre peuple, ont été tués par les forces françaises.

QdP : Le ministre des affaires étrangères français Sauvagnargues, a déclaré jeudi à Radio Monte Carlo que les troupes françaises n'avaient fait que riposter. Monsieur Sauvagnargues a reconnu le franchissement de notre frontière par l'armée française.

QdP : Le ministre français a dit aussi que la plainte somalienne à l'ONU n'est pas confirmée ?

C'est faux. Mon gouvernement a demandé aux Nations Unies d'envoyer une commission d'enquête sur la violation de notre territoire.

QdP : Y a-t-il un risque d'affrontement direct plus important entre les forces coloniales françaises et la Somalie dans les jours à venir ?

On ne peut pas dire exactement ce qui va se passer. La situation est explosive. Le risque d'affrontement existe.

POUR LE SOCIALISME LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT EST NÉCESSAIRE

(voir p. 7 notre compte-rendu du 22° Congrès du PCF)

En abandonnant ouvertement la référence à la dictature du prolétariat, tout ce Congrès du PCF est une suite d'interventions pour justifier cet abandon, non pas seulement parce que ces mots font peur, mais parce que la dictature du prolétariat ne convient pas à la situation concrète de la France aujourd'hui.

Toute l'argumentation tourne autour de l'affirmation que nous avons

affaire à une «situation nouvelle», que le capitalisme contemporain n'est plus le capitalisme de l'époque de Marx et Lénine, qu'aujourd'hui, l'existence du Capitalisme Monopoliste d'État rend possible une nouvelle voie pour le socialisme, donc que la dictature du prolétariat ne correspond plus aux exigences réelles de notre époque. Qu'en est-il en fait ? Que signifie cette position du PCF ?

Interview de la L.P.A.I. et communiqué de l'UNECAS

voir p. 12

REPORTAGE

CATALOGNE COMBATTANTE

BANQUES OCCUPÉES

INTERVIEW D'UN MEMBRE DU COMITÉ NATIONAL DE GRÈVE

C'est dans une banque que 3 délégués nous ont expliqué les origines de leur lutte. On fait la grève sur le tas et cela donne une ambiance d'occupation un peu particulière. Les clients peuvent rentrer et sont servis par les cadres, un tract distribué à l'entrée leur présente les revendications des employés.

Tout a commencé avec les élections syndicales qui, il y a quelques mois, ont donné la majorité à des délégués représentatifs, au niveau des entreprises.

Au niveau provincial, les élections ont été boycottées par la majorité des délégués, selon les directives de la USO* qui est l'organisation syndicale clandestine la plus représentative, dans le secteur, en Catalogne. Malgré cela et malgré le bourrage des urnes organisé par les fonctionnaires de la CNS - syndicat vertical - certains délégués des commissions ouvrières ont pu être élus au comité provincial.

A partir de là, les délégués des entreprises ont pu commencer, ouvertement, un travail d'enquête sur les problèmes des travailleurs, à coup de discussions et d'assemblées générales.

C'est de ce travail qu'est sortie la plate-forme revendicative. Au début, les commissions ouvrières - où les révisionnistes jouent un rôle important - ont voulu que leurs délégués provinciaux soient chargés de la présenter. Mais il n'ont pas été suivis par les travailleurs qui ont élu des comités de grève, puis un Comité National

de Grève qui a été chargé de les représenter à Madrid. Cette démarche est très importante dans un pays où toute autre organisation que le syndicat vertical est illégale.

La racine économique du conflit est évidente : les camarades nous ont expliqué que tous les employés sont obligés de chercher un autre travail, de la papeterie ou de la comptabilité, pour pouvoir vivre normalement. Mais cette lutte est surtout une parfaite illustration des aspirations aux libertés qui s'expriment de plus en plus largement dans les masses, elle montre aussi que ces aspirations vont plus loin que la simple revendication des libertés formelles, elles s'épanouissent dans la démocratie prolétarienne que les travailleurs exercent dans la grève elle-même.

Le lendemain, la grève cessait, nous avons pu rencontrer un membre du Comité National de Grève de Madrid qui a répondu à nos questions.

* USO : Union Syndicale Ouvrière, qui se réclame du «socialisme autogestionnaire», est lié à des secteurs sociaux-démocrates de gauche.

— Pourquoi la grève a-t-elle cessé ?

— Il y avait une certaine fatigue parmi les grévistes qui ont mené le plus long conflit, jamais vu en Espagne, dans le secteur de la Banque. Mais surtout nous avons vu que les conditions objectives n'y étaient pas. Concrètement, nous avons réussi à infléchir la position des deux plus grandes banques qui monopolisent le secteur financier en Espagne : Banco Hispano-America et Banco Central étaient disposées à négocier avec nous et la CNS réunis, ce qui correspondait au compromis que nous avions élaboré, mais, par téléphone, elles ont reçu l'ordre formel du gouvernement de ne pas céder. S'agissant d'un conflit directement avec le gouvernement, nous ne pouvions

— Oui, actuellement, il y a 418 mises à pied sans solde à la banque Santander, mais nous avons bon espoir qu'elles soient levées par notre action.

— Que veut dire cette attitude du gouvernement ?

— Arias doit prouver qu'un changement dans l'ordre est possible et s'il nous cédait en quoi que ce soit, il se serait violemment affronté au bunker (éléments les plus ultras du régime), de plus cela aurait signifié pour lui un précédent grave et une brèche dans la congélation des salaires et surtout dans le système syndical vertical, par la reconnaissance du comité de grève.

— Maintenant, qu'allez-vous faire ?



envisager la victoire avec nos seules forces, nous avons donc préféré négocier les sanctions.

— Il y a toujours des sanctions ?

— Nous insistons sur le fait que, pour tous les travailleurs, cette lutte s'est insérée dans un contexte plus général : celui de la lutte contre la congélation des salaires, pour l'amnistie, le syndicat

LA PLATE-FORME REVENDICATIVE DE LA BANQUE

- 3 000 pesetas d'augmentation uniforme en plus de ce qui était prévu par la Convention Collective antérieure.
- que les détentions intervenues à cause de conflits du travail, ou pour des motifs sociaux ou politiques ne soient pas suivies de sanctions professionnelles.
- que l'impôt sur les revenus et la sécurité sociale soient pris en charge par l'employeur.
- retraite à 60 ans ou 40 ans de service, à 100% et échelle mobile.
- 30 jours de vacances entre mai et septembre.
- journée de 40 heures avec la perspective du samedi férié.
- droit de réunion, d'expression, d'association et de grève. AMNISTIE
- QUE LES ACCORDS NE SOIENT PAS PRIS SANS APPROBATION PRÉALABLE DES TRAVAILLEURS RÉUNIS EN ASSEMBLÉE.

libre, la démocratie. Nous ouvrons maintenant une parenthèse afin de chercher le moment opportun pour recommencer les actions.

sés de façon très démocratique jusqu'au niveau national, par exemple, nos délégués ont pu rester à Madrid en permanence, quitter leur emploi pendant le conflit sans aucune autorisation patronale.

Deuxièmement, le conflit a été le plus long de toute l'histoire de la banque, nous avons développé une pratique continue d'assemblées, chaque jour, il y avait des assemblées générales dans toutes les banques qui discutaient de tous les aspects du conflit.

De plus, nous avons obtenu une solidarité très large dans tous les secteurs, Associations de quartier, Caisse d'Épargne, universités. Nous avons fait de nombreuses manifestations et occupé des églises.

Maintenant, la prise de conscience des travailleurs s'est considérablement élevée, le conflit s'est politisé et les gens ont totalement assumé cette politisation de bout en bout.

— Quel bilan en tirez-vous ?

Premièrement, nous avons adopté de nouvelles formes de syndicalisme, en marge complète du syndicat officiel. Nous nous sommes organi-

INTERVIEW DU FRAP (DÉLÉGATION DE L'INTÉRIEUR)

LE MOMENT DE SE LANÇER DANS LA LUTTE

À l'occasion du cinquième anniversaire de l'Agence de Presse Espagne Populaire, un camarade d'une délégation de l'intérieur du Front Révolutionnaire Anti-fasciste et Patriote a accordé au Quotidien du Peuple une interview où il définit la position de son organisation à l'heure où les masses entrent largement en lutte contre le fascisme en Espagne.

QdP : Quelles perspectives ouvre le développement du mouvement de masse actuel ?

R. : Il faut souligner qu'en moins d'un mois, plus d'un million de personnes sont entrées en lutte, la classe ouvrière en premier lieu, mais aussi des couches comme les employés des services publics : métro, postes, téléphone, chemin de fer. C'est la première fois que le mouvement de masse connaît une telle ampleur depuis 39. Les masses ont compris que c'était le moment de se lancer à la lutte, de sortir dans la rue, d'accumuler des forces, car le pouvoir oligarchique se trouve devant un dilemme : changer les apparences et continuer le fascisme. Et c'est le gouvernement le plus faible depuis 40 ans, le plus divisé aussi.

DEUX CLANS EN LUTTE

QdP : Est-ce que vous pensez qu'une poursuite des apparences de démocratisation - sans que rien soit changé sur le fond - va se poursuivre ?

R. : L'espèce de parenthèse pseudo-libérale qui se dessinait, par exemple dans la presse, est en train de se refermer ou ne va pas tarder à l'être. On touche au terme de la période démagogique. Au sein de l'oligarchie, il y a deux tendances : un clan oligarchique pro-impérialiste, qui est pour la continuation absolue, pour le blocage des salaires, qui veut utiliser l'Espagne comme plate-forme pour la pénétration commerciale de l'Europe. Ce clan est représenté par la grande banque, l'automobile, la pétrochimie et la sidérurgie ; il représente aussi l'oligarchie foncière et c'est le clan dominant aujourd'hui. L'autre clan, c'est la grande bourgeoisie liée aux biens de consommation, qui voudrait un élargissement du marché intérieur, la création de quelques partis,

quelques mesures de libéralisation, l'Europe. Ce clan est minoritaire. Même si des gens comme Fraga voulaient faire effectivement quelques réformes, ils seraient obligés de les faire par un coup de force. L'Espagne n'est ni la Grèce, ni le Portugal. L'état des contradictions est trop aigu, et la base du fascisme (corps répressifs, syndicat vertical, armée) a son existence entièrement liée à celle de ce régime de terreur fasciste. C'est pourquoi le seul moyen d'en finir avec le fascisme, c'est la violence révolutionnaire.

ÉVITER DE TOMBER DANS LE PIÈGE

Q. : Quelle est votre tactique dans le mouvement actuel ? Est-ce que vous réaffirmez cette nécessité de la violence révolutionnaire ? Est-ce que par exemple vous continuez les exécutions de policiers ?

R. : La violence révolutionnaire reste une nécessité. Mais, dans le mouvement actuel, nous pensons qu'il faut que les masses

fassent leur propre expérience et que c'est dans la lutte qu'elles rejettent les illusions sur la démocratisation du régime. C'est pourquoi notre tactique est d'être dans tous les endroits où les masses luttent, même dans les manifestations auxquelles appellent la Junte ou la Convergence, pour approfondir et radicaliser le mouvement. Il y a aujourd'hui de grandes inégalités dans le niveau de conscience des masses, du fait justement que de nouveaux secteurs entrent en lutte, et il faut éviter de tomber dans le piège de Fraga qui voudrait bien pouvoir dire : «Nous, nous voudrions libéraliser, mais nous ne pouvons pas à cause des terroristes». Il ne faut pas diviser le mouvement de masse, il faut éviter que le prolétariat révolutionnaire soit isolé des forces réformistes. C'est pourquoi, nous utilisons toutes les possibilités semi-légales qui peuvent exister, tout en poursuivant ce qui pour nous, est le principal, le travail d'agitation et d'organisation clandestin.

Quelles que soient les manœuvres de l'oligarchie, nous entrons dans une époque de crise révolutionnaire, et la révolution, c'est notre problème.

INTERNATIONAL

«Référéndum» à Mayotte

NON
GISCARD NE DIVISERA PAS LES COMORESNON A LA MASCARADE
RÉFÉRENDIAIRE SUR
LE SOL DES COMORES

Aujourd'hui à Mayotte a lieu un référendum organisé par l'impérialisme français. En proie à une répression quotidienne et sous la mitraille des masses populaires de Mayotte sont forcées de céder aux visées annexionnistes du gouvernement impérialiste français. «Légaliser» ce qui est illégal, à savoir l'occupation militaire du territoire d'un pays indépendant et souverain. Voilà ce dont il s'agit aujourd'hui. Communauté stable de civilisation, de culture, (langues, traditions, religions, ...) historiquement constituée, la nation comorienne s'est affirmée et consolidée dans la lutte contre le féodalisme et le colonialisme.

Grâce à cette lutte, le peuple comorien s'est acquis de nombreux amis dans le monde, comme l'atteste sa reconnaissance dans son entité nationale et son intégrité territoriale par les principales institutions internationales, l'OUA et l'ONU (13 novembre 75). L'acte du référendum est donc manifestement un acte d'hostilité, d'agression pour diviser un peuple «uni et indivisible». C'est aussi une insulte au peuple français, à son amitié et à sa solidarité de lutte avec le peuple comorien.

De plus, ce simulacre de référendum est une violation flagrante et insoutenable des lois internationales, un véritable acte de gangster sans foi ni loi.

Le but de l'impérialisme français est d'installer une base militaire en cette zone si convoitée pour son importance stratégique par les requins impérialistes. Faire de Mayotte, comme par le passé, une base d'agression des peuples frères de la région, notamment du peuple comorien. Pour ce faire, à l'intérieur, l'impérialisme français s'appuie sur deux forces profondément réactionnaires : le petit colon Marcel Henri et sa meute de loups du MPM et le non moins fasciste régime putschiste d'Ali Solhili (cf le putsch impérialiste du 3 août). Ces derniers, tout en tenant un langage pseudo-révolutionnaire ont concouru et concourent au renforcement de la présence de l'impérialisme français aux Comores.

L'indépendance et l'unité nationale ne sont pas et ne seront pas le fruit de la lutte de la réaction comorienne mais celle du peuple comorien pour la réalisation de la révolution nationale démocratique et populaire.

Non au référendum à Mayotte !
Force militaire française d'occupation hors des Comores !
Le peuple comorien vaincra l'impérialisme français et tous ses complices !

Association des Stagiaires et Etudiants Comoriens
pour le Comité Exécutif



6/1/1975, meeting pour saluer l'indépendance à Anjouan.

A la suite d'importants mouvements de masse dans toutes les îles des Comores, des négociations s'ouvrent entre le «gouvernement» des Comores, présidé par Abdallah et le gouvernement français qui aboutissent en juin 1973 à une déclaration commune fixant à cinq ans le terme au bout duquel un référendum devra être organisé sur l'indépendance. Dès le mois de novembre 1973, des parlementaires sont arrêtés par le gouvernement Abdallah : ils font partie d'une organisation implantée à Mayotte depuis 1950 et qui demandait que l'île soit transformée en département. Ils réclament le rattachement de Mayotte à la France quand le peuple comorien (en décembre 1974) se prononce à 95 % pour l'indépendance.

Les sécessionnistes du «mouvement populaire mahorais» reçoivent un appui important dans les partis politiques français. D'un côté Stasi, puis Stirn ministres des colonies déclarent «politiquement, la France ne peut se permettre de diviser les Comores», de l'autre Messmer, Debré, certains parlementaires du Parti Socialiste orchestrent une campagne de soutien au «mouvement mahorais» de Marcel Henry. Finalement, cette deuxième position l'a emportée : le référendum de décembre 1974 fut décompté île par île. Comme il y eut 63,8 % de non

à Mayotte, le gouvernement prétendit en juin que l'indépendance ne pouvait être accordée que lorsqu'une constitution serait adoptée île par île.

Le 6 juillet 1975, la proclamation de l'indépendance par Abdallah fut saluée par de grandes manifestations, qui exigeaient également l'unité nationale.

En août 1975, un coup d'État réussit contre Ahmed Abdallah. Un Conseil National de la Révolution est mis en place composé de membres de l'opposition à Ahmed Abdallah. Les gendarmes français ne se sont pas opposés au putsch. Stirn de son côté a affirmé que c'était une affaire interne aux Comores.

Les nouveaux gouvernants étaient disposés à discuter de la question de Mayotte, proposant notamment une solution fédérale. Cependant, les discussions engagées en octobre n'aboutissent pas. Le ministre de la défense des Comores est chassé de Mayotte par la police et la légion en novembre 1975, et le gouvernement français accélère les préparatifs pour l'organisation d'un référendum dans l'île en février 1976.

Les Comores indépendantes, qui sont membres de l'ONU depuis le mois de septembre déposaient une plainte au Conseil de Sécurité, contre le référendum.

SOUTIEN AU PEUPLE COMORIEN

Déclaration du PCR (ml)

Demain 8 février, se déroulera un référendum à Mayotte l'une des quatre îles des Comores. Les Comores étaient une colonie française. Le 6 juillet dernier, elles avaient déclaré leur indépendance. Le gouvernement français a entrepris de remettre en cause cette indépendance en maintenant et en renforçant les troupes françaises à Mayotte. Elles appuient un mouvement sécessionniste mis sur pied sous la direction du député UDR Marcel Henry. Cette organisation qui s'intitule «mouvement populaire mahorais» réclame le rattachement de l'île de Mayotte à la France, sa séparation des Comores. Sous prétexte qu'au cours du référendum sur l'indépendance, il y eut 65 % de «non» dans l'île de Mayotte, le gouvernement français s'est arrogé le droit d'organiser un second ré-

férendum, séparé, où les habitants de Mayotte sont appelés à se prononcer pour le rattachement à la France ou aux Comores.

La réponse ne fait guère de doute. Tout au long des derniers mois, une vague de terreur s'est abattue à Mayotte, à laquelle participent les hommes de Marcel Henry et les légionnaires. C'est un référendum comme on en a connu à Djibouti, et en Algérie, un référendum dont l'issue est décidée par les mitraillettes.

Le gouvernement comorien dénie toute légalité au référendum sur Mayotte, il exige que sa souveraineté s'exerce sur les quatre îles qui constituent l'Etat comorien. Cette exigence est soutenue par les pays africains et par l'Organisation de l'Unité Africaine. Elle a également

recu le soutien, à l'ONU des pays du Tiers Monde à l'occasion de la plainte portée par l'Etat comorien.

Le Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste) condamne la tentative de partition exercée par le gouvernement français. Il appuie les légitimes revendications de l'Etat comorien, pour exercer sa souveraineté sur l'ensemble du territoire.

Le Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste) exige le départ de toutes les troupes françaises de Mayotte. Il soutient le peuple comorien qui affronte à Mayotte, l'impérialisme français pour que l'île reste comorienne, et qui lutte dans les autres îles pour la réalisation de l'unité nationale.

SPORTS

transfusion préolympique :
LES DESSOUS DE LA
HAUTE COMPÉTITION

A chaque épreuve internationale de haut niveau, l'occasion est donnée d'apprendre quelques détails sur la manière dont on «fabrique» les champions. On parle depuis longtemps du dopage chimique des coureurs d'endurance, que ce soit en cyclisme, ou en athlétisme. Puis ce fut l'utilisation d'hormones mâles pour les athlètes féminins, dont on a beaucoup parlé pour les nageuses est-allemandes (sans qu'il y ait de certitude), et qui a amené une ancienne championne autrichienne de descente, Erika Schinegger s'appeler aujourd'hui Erik...

Aujourd'hui, c'est du sang même des athlètes qu'il est question. Ce sang qui oxygène les muscles et en élimine les toxines, sources de fatigue. Le procédé consiste à prélever quelques mois avant une compétition quelques 400 cm³ de sang à

gens avaient été frappés par la brièveté de la carrière du champion olympique de ski de fond, Vasala (finlandais). Le trafic de sang auquel il avait été vraisemblablement soumis l'avait usé très rapidement... La Norvège qui utilise ce procédé pour le moins douteux a dû penser que le meilleur moyen de mettre tout le monde au même niveau dans ce domaine. Cela donne une petite idée de ce que représente le sport pour ces messieurs. Le Comité International Olympique, par la bouche de son nouveau président, s'est contenté de déclarer «qu'il n'était pas médecin, et ne pouvait donc rien dire». Malheureusement, l'hypocrisie n'étouffe pas...

Ce petit remue-ménage n'empêchera pas la grande foire olympique de se poursuivre, après les épreuves de patinage de vitesse rempor-



l'athlète juste après un gros effort, puis à concentrer les toxines contenues dans ce sang, et les réinjecter petit à petit pour «accoutumer» l'organisme à ces toxines et profiter de la stimulation de la production de globules rouges ainsi produite. C'est la délégation norvégienne qui a signalé le danger de cette méthode. Il faut dire que beaucoup de

té hier par la soviétique Stépanskaya (1 500 m), et de fond sur 30 km, remporté par un autre soviétique, Savellev.

Les compétitions du week-end :
Samedi 7 : 13 h 30 à 14 h 30, saut au tremplin (sur TF1 puis sur FR3).
Dimanche 8 : 12 h 25 descente femmes retransmise sur toutes les chaînes.

Les patrons satisfaits du
dernier sondage
de l'«Expansion»

Selon l'Expansion, les salariés français sont satisfaits de leur patron. Pourquoi ? Parce qu'ils souhaitent rester dans leur entreprise ! C'est du moins ce que 77 % d'entre eux ont déclaré en réponse à un sondage. Pourtant d'après le même sondage, 33 % seulement souhaitent voir leurs enfants travailler dans la même entreprise qu'eux.

Par ailleurs, 70 % considèrent que leur travail est «utile» à la marche de l'entreprise. Pour la masse des travailleurs qui produisent les richesses, c'est sans doute vrai ! Un chiffre que l'Expansion ne met pas en vedette : 62 % des salariés trouvent leur salaire insuffisant. Les «enquêteurs» de l'Expansion n'ont pas l'air d'imaginer ce que peut être la crainte de perdre son emploi. Il est vrai qu'ils font à merveille leur travail d'intoxication !

LUTTES OUVRIÈRES

CRÊCHES OCCUPÉES À GENNEVILLIERS

L'ambiance était joyeuse dans trois crèches de Gennevilliers hier : le personnel des crèches et les parents occupaient les locaux. Tout a commencé lorsque le personnel des crèches s'est mis en grève pour une augmentation des salaires et la titularisation des auxiliaires. Le mouvement touche actuellement 51 crèches sur les 53 dans les Hauts-de-Seine. Les parents se sont alors réunis en assemblée générale pour discuter des mesures à prendre pour assurer la garde des enfants. Très vite, au cours de cette assemblée, s'est posée la question de la lutte contre la circulaire Veil.

UN PLAN DE RENTABILISATION DES CRÊCHES

C'est le 16 décembre que le ministère de la santé rendait publique une circulaire destinée à «rentabiliser» les crèches. Entre autres mesures, cette circulaire comporte :

- L'obligation pour les parents de fournir des vêtements et du linge, jusqu'alors pris en charge par l'administration.
- Le paiement par mois au lieu de la journée, ce qui veut dire le paiement même pour des jours où les enfants ne sont pas à la crèche.
- Des pressions sur le personnel pour faire inscrire le

maximum d'enfants par établissement, ce qui veut dire moins de temps pour le personnel pour s'occuper correctement des enfants.

«CONTRE LE MÊME ENNEMI, UNISSONS NOS FORCES»

L'idée de joindre la lutte contre cette circulaire à la lutte du personnel pour des revendications s'est vite imposée. Mardi, une délégation se rendait à la préfecture des Hauts-de-Seine pour exiger la satisfaction des revendications. Non seulement le préfet refusait de la recevoir, mais en plus il la faisait expulser brutalement par les flics. Trois parents qui protestaient, étaient embarqués. Aujourd'hui ils sont relâchés mais «inculpés de rébellion à la force publique et coups et blessures à agent». C'est une véritable provocation.

Lundi, l'occupation doit continuer. Une partie du personnel a obtenu gain de cause sur plusieurs points et une assemblée générale doit décider de la poursuite de la grève. «De toute façon, dit un parent, même après la satisfaction totale des revendications du personnel, pour nous la lutte continue pour l'annulation de la circulaire Veil».

BESANÇON

UN CAPITALISTE SOVIÉTIQUE DANS LA CITÉ HORLOGÈRE

Décidément, les entreprises horlogères de Besançon ont bien des problèmes avec la concurrence : sur la zone industrielle de Trepillot, tout près des américains de Kelton, on vient de terminer les nouveaux locaux flambant neufs - et un rien luxueux - de «Slava», entreprise de 70 salariés, à capitaux mixtes : français et surtout... soviétiques.

«Slava» se sentait trop à l'étroit dans les anciens locaux de la rue Henri Baigue à Besançon. Les nouveaux comptent 2 800 m² pour le moment. Mais ce n'est qu'un début : on prévoit 5 400 m² supplémentaires, avec 300 salariés d'ici deux à trois ans. Et au total, c'est 12 000 m² de terrain que la société a achetés.

On nous dit que la production de montres ne sera pas l'activité principale de «Slava» (bien qu'en 75, déjà, 40 personnes aient monté et habillé près de 200 000 mécanismes venus d'URSS : la moitié de la production de Lip ! vendus en France et à l'étranger). D'autre part,

des contacts sont en cours avec la société Sormel pour des lignes de montage.

Pourtant, d'après Mikhaïl Kozine, patron de «Slava», les locaux de Besançon serviront surtout de tête de pont pour les capitaux soviétiques dans tous les secteurs de la mécanique de précision. Voilà qui n'est guère plus rassurant pour «nos» capitalistes.

Le directeur général, chargé des questions horlogères de «Slava» n'est autre que Carruzzo, ex... exportateur en URSS de montres françaises, ex-proprétaire de l'entreprise (et réduit aujourd'hui au rôle d'actionnaire minoritaire).

Quant au PDG (français) de «Slava», Dejean, il connaît son sujet : il était ambassadeur de France à Moscou pendant dix ans, de 55 à 64.

Une entreprise capitaliste comme une autre, mais qui semble avoir beaucoup d'appétit. Au fait, que pensent les travailleurs de «Slava» de leurs patrons soviétiques ?

SOMA (St Etienne)

"S.A.C. ET CHEFS CONTRE LES GREVISTES"

Les travailleurs de la SOMA, usine mécanique de 2 500 ouvriers, sont en grève illimitée depuis mercredi dernier. Le mouvement a débuté dans un atelier au four traitement thermique où il y a une grande majorité de travailleurs immigrés. Les conditions y sont très pénibles, évanouissements l'été, les salaires et les qualifications sont très bas. La grève est partie de la base et a été appuyée par la section syndicale unique CGT. Les conducteurs de four revendiquent PI et leurs aides OS 3. Le mouvement a été total, et les fours arrêtés.

OS 3 et P 1 au four, 50 F

par mois et pour tous, maintien du pouvoir d'achat (indice CGT), 41 H de travail, paiement des jours de grève.

Nous étions un certain nombre à trouver cela insuffisant mais ce que les gars voulaient avant tout, c'est la lutte pour mettre le patron et ses larbins à genoux. En effet les ingénieurs, les chefs ont même travaillé le dimanche pour sortir la production. Ce sont encore eux qui ont fait appel au SAC pour couvrir le quartier d'affiches anti-syndicales réclamant la liberté du travail et la dissolution du piquet de grève. Pour toute réponse, nous avons décidé

de faire des piquets de grève mardi. Pas un jaune, ni un chef au boulot ! Alors des commandos de chefs ont vainement tenté, mardi après-midi, d'intimider les grévistes, au cri de «Liberté du travail» que nous couvrons de «liberté de grève».

Les travailleurs qui occupent jour et nuit se tiennent prêts à toutes éventualités, d'autant plus que les SAC rôdent dans le quartier collant des affiches fascistes aussitôt déchirées. La direction refuse toute négociation, tant que la liberté du travail ne sera pas assurée. Les travailleurs ne sont pas dupes, ils

ont commencé à développer la solidarité sur d'autres usines qui ont débrayé. Avec la SOMA à Saint Etienne, ce sont UNICUM, RIVOIRE, CEMSE, SSCM, PERISSEL, SCEMM qui luttent pour les 40h et l'augmentation du pouvoir d'achat. Tout le quartier du marais est devenu une poudrière.

Les manifestations se développent dans le quartier, les rues sont barrées pour distribuer des tracts à la population. Cette grève c'est l'affaire de tous, car ensemble nous vaincrons.

Corr. SOMA

FOYERS SONACOTRA Forger l'unité entre travailleurs français et immigrés

Depuis plusieurs mois, les travailleurs immigrés luttent dans les foyers SONACOTRA contre les conditions de logement qui leur sont imposées. Actuellement, plus de 40 foyers font la grève des loyers et se sont organisés en un comité de coordination regroupant tous les foyers en lutte. Ils se battent pour :

- Une diminution du prix du loyer (-100 F) et le blocage de ces prix.
- La reconnaissance du comité de coordination.
- Le changement du règlement intérieur et la reconnaissance du droit de visite, de réunion, de libre expression, suppression des gérants racistes, remplacés par des concierges...

ment gratuit» assimilant les travailleurs immigrés à des escrocs qui profiteraient de l'hospitalité de la SONACOTRA. Or qui vole qui ? C'est bien la SONACOTRA qui vole les travailleurs par le biais du FAS et des loyers exorbitants !

Les travailleurs des foyers ne sont pas décidés à céder à ce chantage, mais ils savent que s'ils restent isolés, ils ne pourront pas gagner.

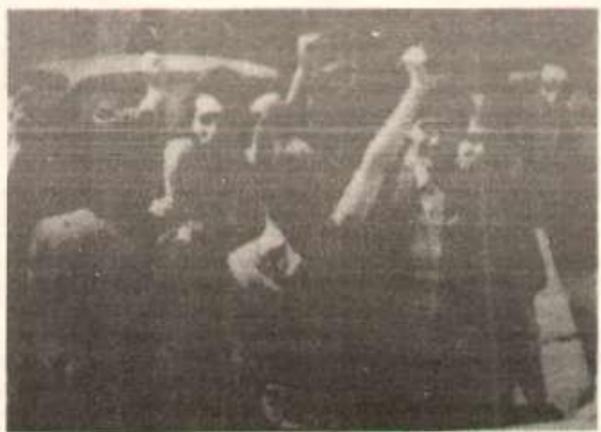
CETTE LUTTE CONCERNE TOUS LES TRAVAILLEURS !

En effet, la bourgeoisie veut nous faire payer les frais de sa crise : dans les usines par l'augmentation des cadences, les licenciements, le

par le développement d'une politique limitant les libertés démocratiques (atteinte aux droits syndicaux, arrestations de syndicalistes, perquisitions d'UL...), c'est pourquoi le mouvement d'ensemble ne pourra se construire que si nous luttons pour les libertés démocratiques (que ce soit les droits politiques pour les travailleurs immigrés, ou la liberté d'association, les libertés syndicales pour tous les travailleurs). Si nous luttons contre les tentatives de division, d'isolement de nos luttes, que ce soit par la bourgeoisie en place ou par les nouveaux bourgeois qui veulent le pouvoir, les faux communistes du P.C.F.

Il est donc très important de soutenir cette grève des foyers SONACOTRA pour des logements confortables et pas chers et pour les libertés démocratiques pour les travailleurs.

Cette lutte nous montre la voie, car par ses formes d'organisations, les discussions qu'elle permet, elle réalise une unité d'action entre travailleurs immigrés (c'est aussi ce qui gêne la bourgeoisie et qu'elle veut casser) et ce qu'il reste à forger, c'est l'unité entre travailleurs français et immigrés, dans les luttes sur les logements, contre les saisies... et les luttes dans les boîtes, contre le chômage.



LA SONACOTRA NE VEUT PAS CÉDER !

Lors des dernières négociations (le 31/1/76) la SONACOTRA a durci ses positions, en ne parlant ni du loyer, ni du règlement intérieur, et en posant comme préalable à la négociation et à la reconnaissance du comité de coordination, le paiement de ce qu'elle appelle les «retards».

De même, elle s'est faite menaçante : «Si la lutte continue, les autorités de tutelle concernées interviendront», allusion à peine déguisée au ministère de l'intérieur, à l'intervention des CRS dans les foyers, et aussi «en France il n'existe pas d'héberge-

développement du chômage partiel ou total...

- dans les logements, par l'augmentation générale des loyers, par l'augmentation des charges dans les HLM, les saisies, les expulsions chez les chômeurs, l'augmentation des loyers dans les FJT, les foyers SONACOTRA...

La bourgeoisie n'est pas prête à céder facilement aux revendications des travailleurs, comme le montre les mesures de répression (CRS dans les usines, attitudes intransigeantes des patrons...) et seul un mouvement d'ensemble pourra la faire reculer.

La bourgeoisie essaie de casser l'offensive ouvrière

SOUTENONS ACTIVEMENT LA LUTTE DE NOS CAMARADES RÉSIDENTS DE LA SONACOTRA
Envoyez motions de solidarité, pétitions de soutien, soutien financier, au Comité de coordination
56, rue de la Fontaine au Roi 75 011 PARIS
Popularisez la lutte, participez au
MEETING DU COMITÉ DE COORDINATION
Le 21 février à 14 H à la Mutualité

SAVIEM : grève dans plusieurs secteurs

Les travailleurs de la Saviem entrent en lutte : ces derniers mois, on a assisté à de nombreux mouvements localisés. Depuis quelques jours, 40 peintres de la gamme basse bloquent la production de moitié en effectuant des débrayages pour : 250 F pour tous, amélioration des conditions de travail, amélioration des classifications. Cette action a des répercussions sur les autres ateliers de la chaîne. Mardi, le garnissage est entré en lutte. Face à cette combativité, le patron réprime et met en chômage technique les 110 gars, en supprimant 2 heures de travail.

Au MPR (pièces de rechange), la lutte a démarré sur l'amélioration des classifications. Même répression de la part du patron : 100 gars sur 400 sont mis en chômage technique. Jeudi les travailleurs partent en grève illimitée, et les autres secteurs comme CKD, gamme basse, l'entretien, mécanique, le contrôle de carrosserie, gamme haute, luttent sur ces revendications.

Ce mouvement s'est étendu jusqu'à la cantine où les 50 serveuses, qui refusent d'être classées comme OS, débrayent au moment de la normale alors que 3 500 gars viennent manger. Pour briser cette lutte et diviser les travailleurs, la direction appelle en vain les gars à apporter leur nourriture mais la majorité d'entre eux restent solidaires des serveuses. Les syndicats CGT et CFDT exigent des négociations. Battons-nous pour que le mouvement s'élargisse !

Correspondant Caen

LUTTES OUVRIERES ET PAYSANNES

SOLMER

avec
les haut-fournistes
en greve

Reportage de Robert Rivière

En discutant avec les hauts fournistes de Solmer, on comprend très vite pourquoi ce sont eux qui sont à l'origine de la lutte déclenchée le mercredi 21 janvier à 5 H du matin. « Depuis le début du chômage partiel en novembre, la direction nous a imposé 4 jours chômés à 60 %. Mais en fait, cela faisait 5 jours, puisque nous nous sommes rendus compte que dans les 4 jours, il y avait un dimanche, qui nous est normalement payé double. Tu te rends compte un peu l'argent qu'ils se sont ramassés depuis la mise en place du chômage », nous disent en résumé deux hauts fournistes.

C'EST COMME
UNE CASSEROLE D'EAU
QUE TU LAISSES TROP
BOUILLIR

« Il fait croire qu'ils n'en gagnent pas assez, puisque nous avons appris qu'à partir de février, le chômage technique n'était payé qu'à 50%, et que notre secteur serait toujours touché par quatre jours de chômage en février et en mars, alors que dans les autres secteurs comme à l'aciérie, ils n'avaient plus que deux jours. La production n'a jamais diminué, bien au contraire, nous devons faire entre 4 800 et 5 000 tonnes par jour, et quand il y a des réparations qui durent plusieurs heures, nous devons rattraper le nombre de coulées en augmentant la température du haut-fourneau. Au lieu de sortir une coulée toutes les 45 mn, c'est toutes les 35 mn. C'est très dangereux parce que les tuyères risquent de ne pas tenir, et avec un retard de quelques minutes pour baisser la température, le haut-fourneau risque de déborder. C'est comme une casserole que tu laisses trop bouillir. Et quand il faut rattraper les normes de coulée, tu peux boire, tu as toujours soif, tellement il fait chaud. Ce n'est pas pour nous plaindre, d'autres secteurs de Solmer sont aussi certainement très pénibles, mais tout le monde le dit, aux hauts-fourneaux, c'est le poste le plus dur ».

« Nous avons tout arrêté, avec nos sections CGT et CFDT, qui nous ont soutenus depuis le début, et nous exigeons la suppression du chômage, c'est-à-dire le paiement intégral des heures chômées, la 5^e équipe, qui permettrait d'embaucher 1 100 ouvriers de plus, et pour nous, les quatre jours de chômage deviendront quatre jours de repos payés à 100 %, plus les panier à chaque équipe des 3x8, et non pas à l'équipe de nuit seulement comme actuellement, plus le paiement intégral des jours de grève, et aussi une heure d'information syndicale payée par mois, qu'ils osent encore nous refuser ».

LA POPULARISATION

Rien d'étonnant si ces justes revendications sont soutenues par l'ensemble des travailleurs de Solmer, bien que la 5^e équipe ne concerne que les postés. Depuis deux semaines, chaque matin, les travailleurs se retrouvent au self n° 2 pour faire le point sur la lutte et voter la poursuite du mouvement. Les manifestations de popularisation sont nombreuses, à Arles,

Salon, Martigues, des tables-rondes publiques, comme celle du mardi 3 février à Port-de-Bouc, des diffusions massives de tracts, dans les localités de la zone de Fos, des interventions sur les marchés, aux entrées des supermarchés, comme à Mammouth de Port-de-Bouc ce même jour.

500 FAINÉANTS...

La direction, elle, maintient sa position. Lorsque, après avoir déclaré « les réductions d'horaires et l'évolution des salaires nous dépassent », M. Durand Rival se plaint que la « CFDT et la CGT suivent un plan qui dépasse Solmer. J'en trouve pour preuve le mouvement décidé dans la sidérurgie au plan national pour le 6 février, et la demande d'entrevue présentée par la CGT et la CFDT auprès du Ministère du Travail, ainsi d'ailleurs que le télex adressé au Président du Directoire de Solmer, dans lequel ne sont citées que les revendications qui ne sont pas négociables au niveau de Solmer ». Très certainement, se plaint-il aussi qu'une délégation de ses deux syndicats soit allée demander des comptes à la télévision régionale, contre l'information orientée donnée sur le conflit.

« Lorsque les gars de FR3 sont venus, ils n'ont fait parler que la direction, FO et la CGC, les cadres », affirme un délégué CGT aux travailleurs de Mammouth. En effet, comme toujours, les chiens de garde de la direction mettent tout leur faible poids (20 % aux dernières élections), pour briser le mouvement, depuis le début. Déjà vendredi 30 janvier et lundi 2 février, leur tentative de « coup de force » n'a fait que renforcer les rangs des grévistes. Ces briseurs de grève osent reprocher à la CGT et à la CFDT de ne pas respecter la liberté du travail. Seraient-ils les auteurs d'un tract crapuleux non signé sur le thème « 500 fainéants empêchent 4 200 travailleurs de nourrir leur famille », que certains ont trouvé dans leur boîte aux lettres ? Cela n'aurait rien d'étonnant, lorsque l'on apprend que la Commission Administrative de l'Union Départementale Force Ouvrière des Bouches-du-Rhône «*salve la position courageuse prise par les militants Force Ouvrière qui, tout en défendant l'outil de travail, et l'emploi, ont mis le patron devant ses responsabilités, tout en refusant l' aventure. La Commission apporte son soutien le plus total, et souhaite que cette grève suive, ...*» En clair, de quoi ont peur ces

diviseurs de la classe ouvrière, laquets de la bourgeoisie ? De la même chose que Durand Rival : qu'un large mouvement d'ensemble s'organise à l'échelle locale pour arracher chacune des revendications, et non pas quelques miettes, pour que les négociations ne se transforment pas en compromis acceptable, ou ne soient pas subordonnées à une reprise du travail.

En effet, les sidérurgistes ne sont pas seuls en lutte dans la zone de Fos, où les 220 ouvriers d'ICI (Imperial Chemical Industries) réclament des augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail, et viennent d'être lockoutés, les 150 ouvriers de Ferryfos, se sont mis en grève, lundi dernier, pour des augmentations de salaires.

Les visites électorales accompagnées de sourires, poi-



gnées de mains et belles déclarations des élus « communistes » ne doivent pas remplacer la solidarité ouvrière avec les travailleurs d'Ugine Acier, de la CFEM, qui n'ont pas encore été véritablement consultés pour soutenir efficacement ceux de la Solmer. Beaucoup ne sont pas chauds pour entrer en lutte : à Ugine Acier, après 5 semaines de grève l'an dernier, pour des miettes ; à la CFEM, après trois mois de luttes acharnées contre la répression anti-syndicale et les conditions de travail... « Chez nous, les gars hésitent, me dit un camarade de la CFEM, mais tous sont d'accord pour un large mouvement de solidarité, une marche sur Solmer par exemple, si les CRS interviennent ».

En ce sens, la journée d'action du vendredi 6 février est positive, mais encore bien limitée. Pourquoi une seule journée d'action, et pourquoi dans la seule sidérurgie ? Ainsi, sur la zone de Fos, cette journée concerne Ugine Acier et Solmer, mais ne concerne pas la CFEM, appartenant au secteur métallurgie.

L'unité doit aussi se construire à l'intérieur-même de Solmer où de très nombreux travailleurs reprochent aux syndicats de ne pas avoir engagé la lutte dès l'annonce des journées de chômage en

novembre, et pensent que ce n'est pas le meilleur moment pour lutter. Les travailleurs, avec leurs syndicats, doivent lutter pied à pied contre ces idées provoquées par le chantage à la fermeture, et les appels à l'union sans distinction de classes. C'est à travers ces idées défaitistes, s'appuyant il est vrai sur des réalités concrètes, (le chômage technique aurait dû être refusé dès le début par les syndicats), que les diviseurs FO, CGC tentent de faire passer leur sauce syndicale de collaboration de classes.

« Nos délégués ont des contacts avec les grévistes et les lockoutés », affirme un travailleur de la cockerie. « Mais jamais les travailleurs eux-mêmes ne sont venus discuter avec nous, pour savoir un peu ce que l'on pense de la lutte. Il paraît qu'on ne peut pas arrêter la cockerie, parce qu'elle permet de

ACIERIES
DE POMPEYLes ouvriers viennent en
masse poser leurs
revendications avant le
comité d'entreprise

Lors de la dernière réunion du Comité d'Entreprise des Acieries, consacrée à la «*marche de l'usine pour février*», une quarantaine d'ouvriers du Ban-la-Dame faisaient leur entrée dans la salle du CE, à la grande surprise de la direction, mais aussi, il faut le dire, des délégués syndicaux CGT et CFDT présents à cette réunion.

Les travailleurs qui avaient arrêté le train à fil et le train 550, avaient pris cette initiative en dehors des directions syndicales qui n'étaient même pas au courant. C'est un travailleur du Ban-la-Dame qui le précise : «*Le délégué CGT du chantier était avec nous, mais c'est nous les ouvriers qui avons décidé de monter à la réunion. On a arrêté le train en même temps, tout le monde a suivi.*

Si les travailleurs du Ban-la-Dame ont interrompu le CE, ce n'est pas pour prouver qu'ils sont prêts à entamer le dialogue », comme le déclarait un délégué syndical à l'issue de la réunion, c'est

pour exiger des réponses sur le repos du samedi de nuit.

En guise de réponse, Kempé, le directeur, ne se contentait pas de baisser le nez en faisant semblant de réfléchir, mais menaçait les ouvriers les plus combatifs et ne tardait pas à appeler un huissier pour lui faire constater que le ronron des négociations était troublé. Il veut porter plainte pour «*entrave à l'exercice du CE* ».

«*On a loupé le coche, on aurait dû l'empêcher de sortir et de téléphoner* ». Alors que la grève tourne un peu court à l'aciérie, cette action des ouvriers du Ban-la-Dame montre bien que la volonté de lutte existe à Pompey, pour le repos du samedi de nuit, mais aussi pour les salaires,

- Libertés syndicales et politiques à l'usine,
- 400 F d'augmentation,
- 5^e équipe en feux continus,
- 5^e semaine de congés payés,
- 5 H de nuit = 8 H de jour.

Correspondant Pompey

MANIFESTATIONS
DES VITICULTEURS

Le 5 février à Montpellier, 50 000 viticulteurs et de 25 à 30 000 ouvriers, petits commerçants, artisans, etc... se sont rassemblés au Peyrou pour un meeting suivi d'une manifestation unitaire totalement silencieuse comme le voulaient les organisateurs. On pouvait lire sur les panneaux ces mots d'ordre : «*Travailler et vivre au pays* » «*Pour la défense de l'économie régionale* » «*Pour la défense du pouvoir d'achat des salariés et de tous ceux qui vivent de leur travail* », «*Contre l'exode et pour la création d'emplois* », «*Contre la répression et pour la défense des libertés syndicales* ».

Au meeting les discours de la CGT, CFDT, FEN, CID-UNATI, artisans ruraux, et viticulteurs se sont succédés. Maffre Baugé, porte-parole des viticulteurs :

«*Aujourd'hui naît une grande aventure sociale, une de ces aventures qui font l'histoire des hommes, (...) pour rappeler aux grands de ce monde que l'on ne se joue pas éternellement des petits, sans que ceux-ci ne s'unissent et ne triomphent. Je dis à mes frères paysans «*cessez de vivre dans un monde clos, regardez autour de vous, gardez vous des jugements sommaires sur les autres groupes socio-professionnels. L'ouvrier qui fait la grève n'est pas un ennemi, il défend son pain, comme vous vous défendez votre terre ; je dis aux ouvriers : non, les paysans ne sont pas d'affreux capitalistes, ils sont des hommes comme vous, qui ont peur pour leur avenir, et celui de leurs enfants. Ils font partie des dévorés, et non des ogres.**

La CFDT souligne que la région est durement touchée par la politique de liquidation : pour le Languedoc-Roussillon, les demandes d'emploi s'élèvent à 60 000, et sur l'Hérault, à 20 000, ce qui fait qu'un travailleur sur 10 est touché.

La CGT respectera le caractère apolitique voulu par les organisateurs. Si les solutions du programme commun qui sont avancées dans le discours, le nom même du Programme Commun ne sera pas prononcé une seule fois.

(...) Le rassemblement du 5 février, c'est une étape importante. Cette mobilisation est une étape dans la construction de l'unité populaire. C'est la première fois que l'unité entre ouvriers et paysans, et d'autres couches pressurées par la crise, s'impose dans la pratique, et d'une façon aussi large.

Mais cette unité peut-elle se consolider, ou même simplement survivre, dans l'apolitisme voulu par plusieurs des organisateurs ? Peut-elle se poursuivre, si n'est pas posée la question d'une alliance de classe, entre la classe ouvrière et la petite et moyenne paysannerie ? Peut-elle se poursuivre, si une cible commune n'est pas dégagée, pour donner un but à cette unité populaire en voie de formation ?

Voilà autant de questions que se posent d'ores et déjà de nombreux ouvriers et paysans présents à la manifestation de Montpellier.

Correspondant

POLITIQUE

LA VOIE REVISIONNISTE

Chili-Portugal IMPASSE POUR LES MASSES POPULAIRES

Marchais rejette aujourd'hui la notion même de dictature du prolétariat. Toutefois, et parce qu'il sait que cela représente une aspiration grandissante dans la classe ouvrière, il parle encore d'une perspective socialiste. Pour savoir plus précisément ce que veulent Marchais et son parti, ce que

représente la voie révisionniste, nous pouvons examiner le comportement des faux partis communistes au Chili et au Portugal. Certes, les conditions étaient différentes dans ces pays. Pourtant, ces expériences diverses doivent nous éclairer sur le projet du PCF.

LE PEUPLE CHILIEN L'A PAYÉ DE SON SANG

A partir de septembre 70, «l'unité populaire» se met en place au Chili, avec à sa tête Allende. Elle représente l'issue d'élections qui portent la gauche au pouvoir, avec la présence du parti révisionniste chilien au gouvernement. Ce qui caractérise alors la situation du point de vue des masses, c'est une très grande volonté de lutte, une aspiration à en finir avec le joug fasciste et la domination des trusts yankees. C'est par dizaines de milliers que les travailleurs descendent dans la rue, manifestent, affirment leur opposition à la main-mise de l'impérialisme américain. Les paysans engagent l'occupation des domaines des propriétaires fonciers. Le gouvernement «d'unité populaire» s'efforce de freiner l'initiative des masses, s'oppose aux actions des paysans, se montre conciliant devant les exigences de l'impérialisme américain, même si par ailleurs, il prend des mesures de caractère anti-impérialiste.

sente le succès décisif. C'est le bulletin de vote qui doit représenter l'arme essentielle pour les masses. Faire confiance au gouvernement «d'unité populaire», telle est sa consigne. Et tout doit se dérouler dans le cadre de la légalité bourgeoise ; sortir de ce cadre, c'est de la provocation, c'est faire le jeu du fascisme. Le socialisme viendra en douceur, insensiblement, comme suite logique de la victoire électorale. Quand les ouvriers tenteront de s'organiser pour constituer des stocks d'armes, en vue de riposter, il s'y opposera fermement. La seule perspective qu'il offrira aux masses sera la suivante : modérer, réduire, taire ses propres revendications ; attendre le salut de ses représentants «démocratiquement» élus. Pendant ce temps, les réactionnaires s'organisent. Ils disposent d'une armée. Ils complotent dans l'ombre. Ainsi, Pinochet pourra frapper brutalement et faire son coup d'Etat fasciste.



C'est dans le cadre de cet aiguisement des contradictions de classe qu'il faut examiner l'attitude du faux parti communiste chilien. Il appelle à faire confiance aux forces armées restées intactes en place, il prêche le loyalisme vis-à-vis de cette armée. Il cache soigneusement la nature de classe de celle-ci : au service des intérêts de l'impérialisme américain et de ses suppôts au Chili.

Il dissimule soigneusement le danger que représente cette force. Pour lui, c'est le succès électoral qui repré-

Mais qui a ainsi livré les masses désarmées à la violence réactionnaire des bourreaux fascistes ? Qui a tout fait pour que ne se prépare pas une riposte à l'attaque fasciste ? Qui a répandu les pires illusions sur la voie dite pacifique, en réalité voie du massacre pour les masses ? C'est bien le faux parti communiste chilien qui a tracé cette voie, qui a détourné les masses de la guerre populaire.

Et cela, le peuple chilien l'a payé de son sang, de ses martyrs.

LE PEUPLE PORTUGAIS DÉSARMÉ

25 avril 74 au Portugal : un immense espoir soulève les masses. Caetano, le bourreau du peuple, est renversé. Le peuple portugais est dans la rue. Son énergie révolutionnaire va largement se libérer : chasse aux Pides, sinistre police politique, manifestations de soutien aux luttes de libération des colonies, grèves multiples, occupations de domaines par les paysans pauvres et les ouvriers agricoles vont se succéder pendant des mois.

L'armée elle-même sera touchée par le mouvement : elle est à l'origine du renversement de Caetano et un fort courant progressiste la traversera. Pourtant, cette formidable poussée révolutionnaire ne permettra pas de chasser la bourgeoisie du pouvoir, et depuis le 25 novembre, c'est elle qui a repris l'initiative, qui fait prévaloir sa politique réactionnaire, qui réprime largement les masses et les révolutionnaires. Les acquis fragiles du mouvement de masse se trouvent largement compromis. Pourtant, un bouillonnement révolutionnaire important a secoué le Portugal durant de longs mois.

Au lendemain du 25 avril, le PCP de Cunhal sort de la clandestinité. Il jouit d'un prestige incontestable, lié à la répression qu'ont subie ses membres sous le fascisme. Dès Caetano chassé, le PCP tentera de se faufiler au pouvoir. Sa tactique sera double : d'une part, utiliser le mouvement des masses pour conserver et si possible élargir son potentiel électoral, et son influence, et d'autre part, opérer sa main mise sur l'appareil syndical et municipal, s'infiltrer dans le système d'encadrement des entreprises, investir l'appareil d'Etat bourgeois, y compris l'armée, s'emparer ainsi des principaux leviers de commandement du pouvoir. Tant que le PCP a pu espérer conquérir le pouvoir par cette seconde voie, il a tout fait pour étouffer le mouvement des masses qui risquait de compromettre ces menées. Par contre, quand le PCP s'est trouvé en difficulté du point de vue de sa participation au pouvoir, il a fait semblant de soutenir le mouvement de masse, il a tenté d'investir les organisations des masses dans l'espoir que cela lui permettrait de conquérir des positions de force. Mais que ces deux tactiques se soient succédées ou qu'elles aient été l'expression de conceptions différentes au sein même du PCP quant aux moyens de parvenir au pouvoir, elles visaient toutes les deux le même projet : établir au Portugal un capitalisme d'Etat, et par là même, s'opposer nécessairement aux aspirations révolutionnaires des masses. Que visaient en effet



ces efforts du PCP ? Il s'agissait selon lui d'assurer l'hégémonie de la banque nationalisée sur l'ensemble de l'activité bancaire. Par ailleurs, il fallait former de nouvelles entreprises d'Etat et des entreprises avec participation de l'Etat. Enfin, à la campagne, et cela les administrateurs des banques, membres du PCP l'avaient d'ores et déjà engagé, on

devait favoriser les exploitations jugées rentables, c'est-à-dire refuser le crédit aux paysans pauvres, les ruiner. Et tout cela, sans que soit changé le système d'exploitation et d'oppression en place. Simplement, de nouveaux administrateurs, de nouveaux cadres, issus largement du PCP, des couches moyennes, formant une nouvelle bourgeoisie, s'enrichiraient sur le dos du peuple.

Voilà la seule perspective que le PCP offrait aux masses. Voilà pourquoi il voulait procéder à une épuration progressive des cadres fascistes, qu'il ne voulait pas chasser avant d'être en mesure de les remplacer par des hommes à lui ! Bien sûr, quand la réaction a repris l'offensive, les masses se sont trouvées désarmées, livrées à la répression sans moyen de défense.

EN FRANCE AUSSI, LE REVISIONNISTE C'EST L'IMPASSE POUR LES MASSES

Mais en France, les propositions du PCF vont-elles dans un sens différent ? Que recherche aujourd'hui le PCF ? Où tente-t-il de conduire les masses ? N'oublions pas qu'il a participé au pouvoir au lendemain de la libération. Il a prétendu par cela avoir participé à l'amélioration des conditions de vie des masses. Si quelque chose a été concédé à l'époque par la bourgeoisie, c'est sous la seule pression du mouvement de masse. Par contre, ce qui est sûr, c'est que la participation du PCF au gouvernement a rendu de fiers services à la bourgeoisie. En effet, celle-ci a su utiliser le prestige du parti de la Résistance pour tromper les masses, et renforcer son appareil d'Etat affaibli au lendemain de la guerre. Il fallait pour la bourgeoisie reconstruire son économie et les membres du PCF au gouvernement n'ont pas hésité à appeler les ouvriers à travailler plus pour l'Etat bourgeois. Au moment où la bourgeoisie était affaiblie, au moment où il fallait la frapper, les ministres du PCF ont au contraire aidé la bourgeoisie à passer le cap difficile.

Mais examinons la situation aujourd'hui. Après avoir signé le programme commun, après avoir prôné l'union de la gauche, le PCF parle aujourd'hui de «l'union du peuple de France» !

Aux dernières élections présidentielles, c'est l'espoir d'un succès électoral qu'il faisait miroiter. Echec ! Aujourd'hui, il ne peut que promettre un progrès électoral qui lui permettrait de participer au pouvoir. Mais que



permettrait cet hypothétique succès électoral ?

N'oublions pas que ce succès est nécessairement lié à l'union de la gauche. Et l'alliance électorale avec le PS a permis à celui-ci de redorer sérieusement son blason, et de renforcer considérablement sa force électorale, jusqu'à devenir dominant dans l'union de la gauche. Alors, dans ce cadre d'un succès de l'union de la gauche, le PCF se trouverait flanqué d'un PS qui ne manquerait pas de s'opposer à son hégémonie, il faudrait alors composer. Ou alors le PS peut être tenté par une autre alliance électorale et le PCF se retrouve alors dans une position difficile, après avoir longtemps fait miroiter son accession au pouvoir par la voie électorale.

Pourtant, le PCF pourrait tenter, à la faveur d'un mouvement de masse, de se servir de celui-ci comme marche pied pour se hisser au pouvoir. Mais avec quel projet pour les masses populaires ? Celui d'un capitalisme d'Etat.

Le système d'exploitation, d'oppression reste, les nationalisations permettant une emprise plus directe de l'Etat sur l'ensemble de l'économie. C'est alors une nouvelle bourgeoisie qui se met en place.

Oui ! le révisionnisme, c'est dans tous les cas l'impasse pour les masses. C'est le peuple livré sans défense aux bourreaux fascistes comme au Chili. C'est les masses livrées à la réaction comme au Portugal. C'est dans tous les cas, la trahison des intérêts de la classe du prolétariat. C'est le maintien du système d'exploitation et d'oppression. C'est toujours le pouvoir de la bourgeoisie !

Pourtant, une autre voie est possible, c'est celle de la révolution prolétarienne armée, c'est celle du pouvoir des ouvriers et des paysans. Et en France, comme partout dans le monde, inéluctablement, c'est cette voie qui l'emportera !

Charles VILLAC

LE 22^e CONGRÈS DU PCF

LA DICTATURE DU PROLETARIAT : PLUS QUE JAMAIS NECESSAIRE !

Fernand Grenier, un «vieux militant» du PCF monte à la tribune, en ce troisième jour du 22^e Congrès. Il est à la tête d'une délégation de «vétérans» qui ont adhéré en 1920 ou 21 ou 22, dans les années où le PCF a surgi de la lutte révolutionnaire mondiale, alors qu'en 1920 (à l'appel de Lénine et du Parti Bolchevique), il rompait avec la social-démocratie, sur la base des 21 points de la III^e Internationale. Mais F. Grenier évoque ce passé non pas pour porter en avant ce que ce Parti a eu de révolutionnaire, mais pour se ranger, sans réserves, à l'abandon de la dictature du prolétariat, point principal qui, lors de la fondation du PCF, permit alors aux révolutionnaires de se démarquer des révisionnistes de la II^e Internationale.

Ces anciens, militants d'une époque qu'ils ont hier passée sous silence, celle de la guerre du Rif, des révoltés de la Mer Noire, du front anti-militariste, de la tactique classe contre classe, réunis au pied de la tribune, ont servi de caution à ce Congrès du révisionnisme.

Terminé, le PCF, né en 1920 ; le 22^e Congrès sanctionnant une ligne qui se forge depuis de très longues années, voulait l'enterrer ostensiblement.

Autre intervention remarquable de cette journée, celle de Louis Baillot, membre du bureau politique, venu répondre aux inquiétudes existant aujourd'hui dans le PCF.

Bien sûr, a convenu L. Baillot, en France, l'armée

pourrait faire la même chose que celle du Chili, écraser dans le sang une classe ouvrière et des milliers de travailleurs désarmés : «La bourgeoisie française a une tradition versaillaise... Sans doute aura-t-elle tendance à se servir de l'appareil d'État dont l'armée est l'élément principal de coercition».

Alors, demande Baillot, quelle attitude faut-il avoir à l'égard de l'armée ? L'État n'est pas, pour les révisionnistes, l'instrument de la dictature de la bourgeoisie, L'État est un instrument public que la bourgeoisie à accaparer et qu'il s'agit d'accaparer

à sa place en la «démocratisant». ET il ajoute : «L'armée baigne dans la nation et le comportement de cette armée dépend du rapport des forces politiques». Il poursuit «pour tout l'appareil d'État aussi, sa démocratisation est la voie que nous choisissons et elle dépend du rapport des forces politiques».

Dans cette perspective bien entendu, «la guerre civile ne figure pas dans les objectifs des communistes». Est-ce que pour autant, elle ne figure pas toujours dans ceux de la bourgeoisie, dont il disait, à juste titre tout à l'heure, qu'elle restait versaillaise ?

SUITE DE LA UNE

Précisément, le Capitalisme Monopoliste d'État réalise l'interpénétration étroite entre les monopoles et l'appareil d'État. Et si cela continue à s'accroître, ce n'est pas dans sa nature même un phénomène récent. Mais ce qui est le fond de la position révisionniste, c'est d'affirmer que cet État a été «accaparé» par les monopoles et qu'il faudrait le rendre à la classe ouvrière et à toutes les classes non monopolistes. Ceci laisse entendre clairement que cet État est en somme neutre et qu'il peut servir, selon ceux qui le gouvernent, aussi bien les monopoles que la classe ouvrière.

Toutes les positions révisionnistes visent donc à masquer la réalité de l'appareil d'État, c'est-à-dire un instrument de la dictature de la bourgeoisie.

LA BOURGEOISIE EXERCE ET RENFORCE SA DICTATURE

C'est ce que disait ouvertement, devant le congrès F. Hilsun (du comité central) : «Dénoncer l'État français, sous la V^e République giscardienne comme «la dictature de la bourgeoisie» en général, c'est retarder sur l'analyse de la réalité, ne pas comprendre ce qu'est devenu le capitalisme aujourd'hui, ce qu'il a fait de l'État». En quoi le capitalisme de la V^e République est-il moins la dictature de la bourgeoisie que celui des précédentes républiques ? En quoi les fonctions répressives de la police et de l'armée ont-elles changé de nature, au point de pouvoir être autre chose que les instruments de la dictature de la bourgeoisie ? En quoi le caractère de classe de la justice a-t-il changé, alors même qu'elle est très profondément dénoncée et rejetée comme telle par les travailleurs ? En fait, les révisionnistes se proposent de conserver cette armée, cette police, cette justice en en changeant simplement le personnel dirigeant. Hilsun explique : «L'État que nous voulons... suppose un changement radical... en écartant résolument les hommes du grand capital pour faire place à la classe ouvrière».

Précisément, cet État n'est pas neutre et l'on conçoit mal comment les CRS pourraient défendre les intérêts de la classe ouvrière, comment l'appareil judiciaire et les lois faites pour défendre les

intérêts de la bourgeoisie pourraient changer de nature en changeant de gouvernement. En outre, la bourgeoisie n'abandonnera jamais son pouvoir sans se battre jusqu'au bout avec acharnement et avec les moyens dont elle dispose.

CONTRE LA BOURGEOISIE, LA DICTATURE DU PROLETARIAT EST UNE NECESSITE

Ceci est évoqué brièvement par les révisionnistes ; après Marchais, L. Baillot disait hier : «La grande bourgeoisie a des traditions versaillaises, ne l'oublions pas. Elle ne renoncera pas de son plein gré à ses privilèges». Par quel miracle est-il possible alors d'éviter qu'elle ne se serve pas de l'appareil d'État forgé par elle pour exercer sa dictature ? Comment éviter un affrontement auquel elle n'a jamais et ne cessera jamais de se préparer ?

Baillot prétendait y répondre hier dans une intervention à propos de l'armée : «Nous voulons l'union de l'armée et de la nation, seule capable d'empêcher la guerre civile». Mais précisément, cette armée est une armée de guerre civile, c'est une de ses fonctions. Cette armée est celle de la bourgeoisie et en tant que telle ne peut se tourner contre la bourgeoisie. Elle ne pourra jamais servir à mettre fin au capitalisme, puisqu'elle existe pour le défendre à la fois contre le prolétariat et contre les impérialismes concurrents.

En voulant masquer la nature de classe réelle de l'État bourgeois, les révisionnistes nient la réalité de la dictature de la bourgeoisie ; partant de là, il est tout à fait logique de nier la nécessité de la dictature du prolétariat.

En fait pour mettre fin au capitalisme, la dictature du prolétariat est une nécessité aujourd'hui comme en 1917, en France comme dans l'Union Soviétique de Lénine et de Staline, comme en Chine et en Albanie. C'est une nécessité pour vaincre la bourgeoisie et l'empêcher de réaliser son espoir qu'elle n'abandonne pas : garder ou reprendre le pouvoir.

Plus que jamais, en France, le socialisme, le pouvoir des ouvriers et des paysans, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, est à l'ordre du jour.

Aux anges...

«A côté des chicanes de Mitterrand, je me suis conduit comme un ange», a benoîtement déclaré Marchais au cours d'un prêche au 22^e Congrès. Ce qui explique qu'un délégué chrétien de Lorraine ait pu déclarer «Je n'ai jamais été aussi heureux dans la foi chrétienne que depuis que je suis au parti communiste». Comme la voie chrétienne à la félicité, la voie française au «socialisme» selon Marchais, ne promet pas le bonheur sur terre mais nous laisse espérer un au-delà radieux à condition d'être sages.

Les communistes portaient les armes à la main à l'assaut du ciel ; Marchais, angélique prêche la résignation, mais voulant faire l'ange, il fait la bête.



CE QU'EN PENSENT LES OUVRIERS DE RATEAU

Rateau, un fief du P.C.F., paraît-il. Nous sommes allés y discuter avec les travailleurs, de la tenue du 22^e congrès. A la sortie de l'usine et dans les cafés de la rue Rateau, à la Courneuve. De 11 H 30 à 13 H 30, va et vient pendant la pause du déjeuner. Un groupe d'ouvriers à une table. Dès que je me présente : reportage Quotidien du Peuple, au sujet du 22^e congrès, un du PCF prend la parole et la monopolise. «Quotidien du Peuple ? J'aime mieux lire le Figaro». Evidemment, cette attitude n'est pas le fait de la masse des travailleurs de l'usine, particulièrement de ceux qui ont discuté avec nous. Mais pas mal de réflexions indiquent que chez nombre de travailleurs, l'attention pour le déroulement du 22^e congrès est limitée, alors que par ailleurs, on a un point de vue précis sur la politique en France. Parfois, on renvoie à un tel de l'usine : «Lui, il est au PCF, il est branché sur la question». Puis, la discussion montre des positions précises bien arrêtées.

Chez certains, on pense que ce Congrès est important «parce que c'est le Congrès du Parti Communiste», sans s'être arrêté sur les déclarations exactes de Marchais, tel ce vieil ouvrier : «J'ai fait 36. On est en lutte depuis toujours avec le PC, contre la bourgeoisie. La dictature du prolétariat ? Non, non, ce n'est pas dépassé du tout».

La voie que propose Marchais est-elle la bonne pour les travailleurs ? On n'a souvent pas une vision précise du programme commun, de ce qu'il représente, le programme commun, ça veut dire, avant tout, «l'arrivée de la gauche unie au gouvernement» et on pense que ce sera «mieux que la droite», ou que «ça pourrait être mieux», car on se méfie de Mitterrand «qui change beaucoup de vestes». Et les attaques multiples de Marchais, ces derniers mois, contre le PS paraissent, au moins chez

certaines travailleurs (qui se déclarent proches du PCF), avoir moins renforcé, pour le PCF, une image de marque de parti ferme sur ses positions «contre les opportunistes», qu'avoir créé un malaise : l'union de la gauche paraît moins crédible, et les attaques de Marchais sont perçues comme «préfabriquées», «mise en scène».

Chez ceux-là même qui annoncent leur sympathie pour le PCF, pour le programme commun «en général», plusieurs évoquent la nécessité d'un profond bouleversement, tel celui-ci, tourné chez Rateau depuis 19 ans : «Il faut un nouveau mai 68 ou quelque chose comme ça, mais où on ne se laisse pas faire. En 68, on avait tout en mains, mais on s'est laissé embaberner.»

— Il faut aller plus loin que le programme commun ?

— «Je le pense. Il faut plus fu

tion de la nationalisation de Rateau et d'autres entreprises, et qu'on pose la question : regardez Renault aujourd'hui, qu'est-ce que ça apporte aux travailleurs ? La réponse est double : «Oui, mais il y aura le gouvernement de gauche, il faut essayer». Et : «Si les entreprises sont dirigées par les ouvriers, ça peut être valable». Certains évoquent «comment ça pourrait être» : le directeur de l'entreprise élu par les travailleurs, etc...

Plusieurs insistent, comme pour contrer les affirmations de Marchais sur les cadres : «il ne faudra plus de gros écarts entre cadres et ouvriers».

Des jeunes nous disent : «On n'a pas encore bien suivi la politique, le Congrès du PCF. On vient de sortir du centre d'apprentissage de Rateau. Même pendant la grève, on était obligé de travailler. Il y a une chose qui est sûre : il faut que ça change. Le socialisme ? Ça ne suffit pas, parce qu'il y en a qui se disent socialistes et qui, sur bien des points, font et feront comme les capitalistes. Il vaut mieux le communisme.»

— Qu'est-ce que le communisme ?

— «Le communisme, c'est l'égalité entre tous».

Plusieurs travailleurs sont sensibles à l'idée d'un socialisme pour la France. — «Parce qu'il ne faut pas que ce soit comme en URSS. Ce qui s'y fait pose bien des questions. La situation des travailleurs ! - bas, on la con-

naît mal. Ce qu'a dit Pliouchtch, ça m'a frappé».

«Il faut que ça change, je suis favorable la gauche. Mais le PC c'est l'organisation, une pyramide qui étouffe les libertés aussi».

«La bourgeoisie française est féroce. Si on ne prend pas des mesures suffisantes contre elle, ça se passera comme au Chili, mais, si on établit une dictature, au début, ça peut aller puis, après est-ce que ça ne risque pas de se retourner contre nous ?»

On le voit, la politique du P.C.F., son renoncement ouvertement proclamé à la dictature du prolétariat, ne vont pas sans susciter de nombreuses interrogations. Dans cette usine où le PCF est assez bien implanté, les travailleurs n'hésitent pas à poser leurs questions : sur l'URSS, sur Pliouchtch et le capitalisme restauré dans ce pays, sur les libertés que le PCF entend laisser aux capitalistes... L'assimilation scandaleuse par Marchais, de la dictature du prolétariat de Marx et de Lénine, aux dictatures fascistes de Mussolini, Franco et Hitler, réussit à semer le trouble mais aussi ouvre une réflexion sur, comment les travailleurs peuvent maintenir leur pouvoir, sans réprimer les anciens exploités et ceux qui précisément veulent renverser ce pouvoir. De toute évidence, l'union de la gauche, le programme commun ne suffisent pas à répondre aux questions des travailleurs de Rateau.

En bref

Attentat à l'explosif en Corse

Le Front Paysan Corse de Libération (dissous en janvier 74) a revendiqué l'attentat qui a détruit le Sémaphore de la marine nationale (situé en terrain militaire) de La Parata. Ce sémaphore servait en particulier à la surveillance des eaux côtières. Le FPCL, qui regroupe des patriotes corses radicalisés avait déjà revendiqué la destruction de deux avions de transport de troupes à la base militaire d'Aspretto. A cette occasion, des renforts de troupes avaient été envoyés en Corse, et ordre de tirer à vue donné aux patrouilles de surveillance des bases militaires en Corse.

Serge Klarsfeld détenu depuis le 3 février en Allemagne

Serge Klarsfeld, avocat du barreau de Paris, est soupçonné d'avoir participé à la tentative d'enlèvement d'un ancien criminel nazi (Kurt Lisschka, responsable de la Gestapo à Paris) par la justice allemande. Il a été arrêté alors qu'il s'était rendu tout à fait volontairement en Allemagne. Sa détention ne fait qu'illustrer la bienveillance extrême de la justice allemande pour les anciens nazis, dont elle comporte d'ailleurs un certain nombre de membres.

Entendu à la radio

A Radio-France, la nouvelle du tremblement de terre du Guatemala a été ainsi commentée : « 6 000 morts, 40 000 blessés, on paiera certainement le café plus cher, à la bourse de Londres, le café est monté de 15 % ». Le speaker n'a pas jugé utile de faire du sentiment, le Guatemala, c'est loin, et les Guatémaltèques ne sont pas cotés à la bourse.

Libération de deux emprisonnés

Yann Houssin, professeur de philosophie à Nîmes, détenu depuis le 14 décembre, et Maryvonne Marcoux, restauratrice à Lyon, incarcérée depuis le 12 décembre pour « participation à une entreprise de démoralisation de l'armée », selon Gallut, le tristement célèbre juge d'instruction à la Cour de Sécurité de l'Etat, ont été libérés sous contrôle judiciaire, jeudi. Il reste encore cinq militants détenus.

Rappel à l'ordre pour 3 médecins

Trois médecins de la Haute-Vienne qui refusaient de payer leur cotisation au Conseil de l'Ordre, ont comparu devant le tribunal d'instance de Limoges, sur plainte du Conseil de l'Ordre. Contestant la position réactionnaire et répressive du Conseil de l'Ordre sur la question de l'avortement, du contrôle des arrêts-maladie et de la contraception, ils estiment que « le Conseil de l'Ordre n'est pas représentatif de la profession ». Plusieurs centaines de médecins refusent depuis près de deux ans de régler leurs cotisations, au Conseil de l'Ordre, pour les mêmes raisons.

DOCUMENT

MAITRE ALTHUSSER ET LA POLITIQUE

(Extrait de *Communisme* n°6, sept.-oct. 1973)

Nous publions aujourd'hui la fin de l'article consacré à L. Althusser. Rappelons qu'Althusser est un de ces intellectuels du PCF qui, tout en affirmant leur attachement à certains concepts théoriques du marxisme-léninisme, ne cessent d'approuver la pratique et les actions du parti révisionniste. Ce fut le cas récemment dans les Tribunes de discussion de l'Humanité, avec Balibar, autre intellectuel proche d'Althusser, qui affirmait la nécessité de maintenir la référence à la Dictature du Proletariat tout en approuvant l'Union du Peuple de France.

Althusser cristallisait dans le PCF, les aspirations technocratiques des intellectuels à guider le PCF lui-même. Pour notre philosophe, la réalité fut plus prosaïque : on lui laissa le champ des divagations théoriques pourvu qu'il ne s'occupât point de la politique du PCF - et qu'il fit acte d'allégeance. Ce qu'il fit. Le 30 novembre 1963, il dénonçait, devant le comité directeur de la revue *La Pensée* réuni pour le sermonner, la « folie politique », l'imposture théorique des dirigeants chinois, imposture théorique qui est objectivement, réellement, au service de leur imposture politique. (5) (...).

Relisons les « pages politiques » de *Pour Marx* dans lesquelles se reconnaît fièrement Althusser (6). Avant d'introduire son fameux « anti-humanisme théorique », notre philosophe affirme 3 thèses :

1) L'URSS s'est « engagée dans la période qui, du socialisme (à chacun selon son travail), va la conduire au communisme... »

Il n'y a plus de lutte de classes en URSS, la nécessité de la dictature du prolétariat a disparu (7) (...).

2) La Chine s'en tient à des principes de classe qui correspondent à une phase antérieure, dépassée en URSS : l'évolution de la Chine socialiste l'amènera nécessairement au même point que l'URSS aujourd'hui. « Il y a 10 ans, l'humanisme socialiste n'existait que sous une seule forme : l'humanisme de classe. Aujourd'hui, il existe sous deux autres formes : l'humanisme de classe, là où règne encore la dictature du prolétariat (Chine, etc) et l'humanisme de la personne (socialiste), là où elle est dépassée (URSS), deux formes correspondant à 2 phases historiques nécessaires. Dans l'humanisme de la « personne », l'humanisme de « classe » peut contempler son propre avenir, réalisé. (8)

3) En Occident, la voie au socialisme pourra être pacifique, et la dictature du prolétariat, de brève durée : « la dictature du prolétariat... est dépassée en URSS. Bien mieux, on prévoit qu'elle pourra prendre en Occident des formes pacifiques et brèves » (9).

UN RÉSUMÉ DU RÉVISIONNISME MODERNE

Ces thèses publiées en 1963, éditées en 1965, auxquelles renvoie Althusser aujourd'hui, sont le *Résumé* du révisionnisme moderne. Que nous apprend l'ABC du marxisme, cristallisation de l'expérience historique ?

1) « Les grandes révolutions, même lorsqu'elles commencent pacifiquement comme la grande Révolution française, se sont terminées par des guerres acharnées déclenchées par la bourgeoisie contre-révolutionnaire. (...) Il ne peut y avoir de développement pacifique au socialisme », écrivait dans « Comment on trompe le peuple avec les mots d'ordre de liberté et d'égalité », Lénine, dont se réclame tant Althusser pour mieux le trahir.

2) La dictature du prolétariat n'est pas seulement nécessaire pour assurer, durant la période qui suit immédiatement la prise du pouvoir, l'écrasement de la résistance de la bourgeoisie et la consolidation du pouvoir prolétarien. Elle est nécessaire durant toute la longue période historique qui correspond au passage du capitalisme au communisme - période au cours de laquelle la lutte des classes ne disparaît pas, mais prend de nouvelles formes.

3) Le communisme, c'est-à-dire la société où a disparu la lutte des classes, parce que les classes elles-mêmes ont disparu, suppose l'abolition des trois grandes divisions (division travail manuel-travail intellectuel, agriculture-industrie, ville-campagne) et le renversement du capitalisme à l'échelle mondiale. L'URSS a effectivement « dépassé » la dictature du prolétariat, non pour s'engager dans la voie du communisme, mais pour renforcer la division du travail, instaurer la loi du profit, accroître les privilèges d'une nouvelle bourgeoisie d'Etat, en un mot, pour restaurer le capitalisme.

M. Althusser s'est libéré du « commentaire pragmatique des formules consacrées » (10) de l'époque de Staline... Il a recopié servilement

les thèses de Khrouchtchev. Que conclure ? Ce dont il s'est libéré, c'est du marxisme-léninisme. (...)

LES RETOMBÉES DE MAI 68

Poursuivons. Il y a eu Mai 68. Une revonte étudiante qui a été le détonateur du plus vaste mouvement de grève jamais connu en France. Le PCF a tenté de briser le mouvement étudiant, de le discréditer afin de préserver la classe ouvrière du vent de révolte ; il a craché son venin contre les « gauchistes », « anarchistes », « provocateurs ». En vain. Dix millions de travailleurs se sont mis en grève sans que la CGT ait donné de mot d'ordre de grève générale. (...) Un an après, intervention politique de notre philosophe ; en mai, la jeunesse a été « livrée, abandonnée à elle-même, donc seule » (11). Lui a manqué la sollicitude du PCF... Objectif d'Althusser : aider le PCF à reprendre le contrôle d'un mouvement étudiant qui a démasqué de manière concrète et massive, le révisionnisme : il faut lui « faire reconnaître la nécessité de la direction politique de la classe ouvrière » (traduisez PCF). Le moyen : au lieu de casser du gauchiste, il faut adopter une politique plus subtile. Utiliser le marxisme comme une matrique. (...)

Tâche historique que s'est assigné Althusser : éliminer le mauvais côté du XX^e congrès. (...)



Marchais tolère parfaitement l'opposition respectueuse de Maître Althusser...

LE GRAND RECONCILIATEUR

Notre philosophie, en politique, est le Grand Réconciliateur.

« Nous avons tous, communistes, la « critique du culte de la personnalité » par Khrouchtchev au XX^e Congrès en commun, et l'épreuve de la scission du mouvement communiste international. Nous avons tous, communistes, la Révolution culturelle chinoise, quoi que nous en pensions, en commun, et Mai 68 en France (12).

Althusser en a oublié : « Nous avons tous, communistes, en commun, la plus féroce répression ouvrière de ces dernières années, celle de Gdansk en Pologne ; des fusées atomiques et un million de soldats du grand pays frère, l'Union soviétique, qui veillent à la frontière sur le sort d'un autre pays frère, la Chine ; la marine de guerre soviétique sur toutes les mers du monde ; le pillage économique des pays de l'Est par l'URSS ; la domination néo-colonialiste russe, en particulier en Inde et en Egypte ; le partage impérialiste du monde entre les USA et l'URSS, etc... »

En même temps, Althusser lance des grands coups de chapeau à la révolution chinoise. Méfiance ! D'Althusser à Macciocchi, tout un courant prétend faire une politique du « juste milieu ». Ils veulent bien reconnaître la Révolution culturelle en Chine, mais pas la restauration du capitalisme en URSS. Ils saluent la Révolution culturelle, mais comment son aspect anti-révisionniste. Ils admirent la pensée de Mao Tsé-Toung, mais passent sous silence la critique systématique du révisionnisme moderne (en particulier celui de Khrouchtchev et de Togliatti) faite par le PCC, oublient de parler de l'existence de textes qui sont parmi les textes marxistes les plus importants de l'après-guerre (13). Ils promettent d'être pour la révolution... culturelle après le renversement de la bourgeoisie, mais aujourd'hui, ils sont pour le passage pacifique et électoral au socialisme. Ils seront révolutionnaires... à l'avenir, ils sont réformistes pour le présent. (...)

UN VULGAIRE FALSIFICATEUR

Pour justifier son attitude vis-à-vis de la « déviation » qu'il a décelée dans le mouvement communiste, Althusser a pris l'exemple de Lénine face à la II^e Internationale : « Jamais il (Lénine) n'a réduit la II^e Internationale à sa déviation. Il a reconnu des périodes dans son histoire, distingué le principal du secondaire - et il lui a par exemple toujours attribué devant le mouvement ouvrier le mérite d'avoir développé les organisations de, la lutte de classe prolétarienne, les syndicats et les partis ouvriers, il n'a jamais refusé de citer Kautsky,

et de défendre l'œuvre philosophique de Plékhanov (14) ». On croit rêver ! Voilà un Lénine, tel Althusser, faisant la part des choses, pesant le pour et le contre, le bon et le mauvais côté... Quand notre philosophe est dans les nuées, il se permet parfois de respecter la lettre de Lénine, quand il descend sur terre, il ne peut plus être qu'un vulgaire falsificateur. Qui ne sait comme Lénine a traité la II^e Internationale lorsqu'elle a révélé sa faillite en 1914 ? Il a couvert de ses sarcasmes tous les représentants des partis passés aux côtés de leur bourgeoisie impérialiste, il a mené une lutte idéologique et politique impitoyable contre le révisionnisme de la II^e Internationale - lutte qui nous a donné ses œuvres les plus importantes (15), enfin il n'a pas hésité un instant à appeler les révolutionnaires de tous les pays à la rupture complète avec la II^e Internationale. De ce combat sans merci est issue l'Internationale Communiste. A lire notre expert en ruptures théoriques, on ne peut se douter de cela : à le suivre on se demande pourquoi Lénine a rompu avec la II^e Internationale, s'il n'a pas été brutal, unilatéral, s'il n'aurait pas mieux fait de peser longuement le pour et le contre, de formuler auparavant une « hypothèse » qu'il aurait mis à l'épreuve de sa « pratique théorique » au cours de la décennie suivante ; bref, s'il n'aurait pas dû rester douillettement dans la II^e Internationale, quitte à prendre des « risques personnels » dans le domaine des hypothèses. (...)

Dans les conditions où dans le mouvement ouvrier, une scission s'est accomplie, il se trouve toujours des intellectuels petits-bourgeois pour tenter de sauver l'« unité ». (...) La politique de Kautsky est, à cet égard, typique : elle consistait d'une part, à passer sous silence, à escamoter toutes les questions concrètes de la révolution, d'autre part, à réconcilier les éléments révolutionnaires avec les opportunistes en demandant à ces derniers de faire quelques concessions verbales. Il fallait maintenir l'unité de la phrase marxiste et d'une pratique réformiste. (...)

Le courant althusserien n'est pas non plus un courant indépendant, il n'a aucune attache dans les masses, ni d'influence profonde dans le PCF. Son caractère spécifique est qu'il essaie de réconcilier une partie des intellectuels avec le PCF, qu'il tente d'accroître, auprès de ces derniers, le prestige du PCF en lui proposant une idéologie révisionniste d'avant-garde dans le style du PC italien. (...)

La boucle est bouclée. De la philosophie à la politique, à travers ses variations, l'idéologie althusserienne reste identique à elle-même : l'assemblage éclectique de la pensée universitaire et du révisionnisme moderne.

La politique réformiste du PCF est le ciment d'une unité qui va des althusseriens tel Balibar qui parle en général des phrases de Marx sur la destruction de la machine d'Etat (dans la revue *La Pensée*), jusqu'à Marchais qui, dans l'arène électorale, défend la constitution de la V^e République, issue d'un coup d'Etat gaulliste. L'althussérisme est une aile philosophique de l'ultime rempart de la bourgeoisie : le révisionnisme moderne. Auprès des intellectuels, il constitue le meilleur défenseur du PCF. Combattre le révisionnisme aux différents visages, des politiciens aux autorités académiques, est une des conditions de l'essor du mouvement révolutionnaire en France. A. GILLES

Avec l'autorisation du Comité de Rédaction de *Communisme*. « Communisme » - 7 F - CRES BP 446 - 75 830 - Paris Cedex 17

- 5 - Reproduit dans P. Kessel, *Le mouvement « maoïste » en France* (édi. 10-18), p. 64-65
- 6 - Réponse à John Lewis (*Maspero* 1973), p. 11
- 7 - *Pour Marx*, p. 227-228
- 8 - *Idem*, p. 228
- 9 - *Idem*
- 10 - Réponse à John Lewis, p. 65
- 11 - A propos de l'article de Michel Verret sur Mai étudiant, *La Pensée* (juin 1969)
- 12 - Réponse à John Lewis, p. 80
- 13 - CF. « Débat sur la ligne générale du mouvement communiste international ».
- 14 - Réponse à John Lewis, p. 95 ; souligné par nous
- 15 - *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme ; la faillite de la II^e internationale ; l'impérialisme et la scission du socialisme ; l'Etat et la révolution ; La révolution prolétarienne et le rênégat Kautsky...*
- 16 - *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme ; la faillite de la II^e internationale ; l'impérialisme et la scission du socialisme ; l'Etat et la révolution ; La révolution prolétarienne et le rênégat Kautsky... cf*

LES INTERTITRES SONT DE LA RÉDACTION

LOGEMENT

"LA GRANDE BORNE"

UNE VILLE MORTE

Serge LIVET

Les projecteurs de l'actualité se sont à nouveau braqués sur «La Grande Borne», l'ensemble de la presse écrite, parlée et télévisée a découvert les maifaçons des appartements de cette cité HLM. Les mêmes il y a quelques années parlaient de réussite architecturale. «La Grande Borne» était alors une des fiertés du régime.

Dans un cas comme dans l'autre, on a guère donné la parole aux premiers intéressés : les locataires, que ce soit pour vanter les mérites de «La Grande Borne» ou pour feindre de découvrir que tout n'y est pas pour le mieux. Les flashes ont laissé bien des problèmes dans l'ombre.

20h00 : «La place aux herbes» est déserte, traversée par de rares passants fugitifs. Seul îlot de vie, le café est encore ouvert, une poignée de consommateurs tente vainement d'oublier leur ennui, l'ambiance est aussi fraîche que le vend froid de ce mois de janvier. Au cœur même de «La Grande Borne», ne règne aucune animation. «C'est une ville morte», m'a dit un habitant, mais est-ce même une ville ?

«ON A L'IMPRESSION D'ÊTRE DANS UN ZOO»

Construite en bordure de l'autoroute du Sud à Grigny, à une vingtaine de kilomètres de Paris, «La Grande Borne», c'est 3 685 logements, abritant 20 000 personnes. Mais ce n'est pas une cité HLM comme les autres. Des cars de visiteurs de tous les pays viennent l'admirer, et s'extasient devant la performance de l'architecte AILLAUD. «On a l'impression d'être un zoo» disent les habitants. Les visiteurs regardent, mais n'entrent jamais dans un loge-

ment, et ne parlent pas aux locataires, ce qui les intéresse c'est «l'architecte». Et l'architecture de «La Grande Borne» est citée partout en



exemple, sa renommée est mondiale. Pas de blocs de béton agressifs, de tours ou de

tassées sur un espace restreint, comme la plupart des cités modernes, mais des immeubles colorés. Les immeubles de 3 ou 4 étages serpentent, s'ordonnent en ellipse, en cercle, s'ouvrant sur des cours intérieures. Colorés de bleu, rose ou de vert, les murs sont parfois agrémentés d'un dessin. Les pelouses sont immenses, les cours intérieures spacieuses. Au premier abord on est surpris de découvrir enfin une cité moderne d'apparence si agréable.

«La Grande Borne» devait

naître. L'architecte AILLAUD fut chargé par Pompidou qui le connaissait de cette démonstration. Le territoire de la ville de Grigny s'y prêtait bien. L'autoroute A6 passe dans cette commune, suffisamment éloignée de Paris pour que le prix du terrain soit bon marché. Alors qu'en ville ou en périphérie, la cherté du terrain conduit à édifier le maximum de logements sur le minimum de surface. A Grigny l'architecte disposait d'un terrain immense ce qui lui a permis de laisser autant de pelouses et de limiter à 4 étages la

hauteur des immeubles. On ne ressent pas à «La Grande Borne» cette impression d'entassement et d'écrasement particulière aux grands ensembles. La réussite architecturale s'arrête là.

hauteur des immeubles. On ne ressent pas à «La Grande Borne» cette impression d'entassement et d'écrasement particulière aux grands ensembles. La réussite architecturale s'arrête là.

DANS 10 ANS : UN BIDONVILLE

D'après la mairie PCF de Grigny, il n'y aurait à «La Grande Borne» que 12 logements insalubres. En réalité, tous les appartements sont à des degrés divers dégradés. Ça va des larges fissures par lesquelles l'eau s'infiltre quand il pleut aux tâches d'humidité qui annoncent des dégâts plus importants. Chez madame D. les premiers signes d'humidité apparaissent : «Je n'ai pas à me plaindre, chez ma voisine au dessus, le papier est tout noir. Ses meubles pourrissent, mais ici regardez, il n'y a pas encore de gros dégâts». Le plafond est légèrement fissuré, dans la salle à manger et dans la chambre des enfants, le papier peint commence à se décoller par endroits, ce logement a cinq ans comment sera-t-il dans cinq ans. «Je me dis que dans cinq ans, nous serons partis, nous avons commencé à économiser pour faire construire, mais maintenant on est tous les deux au chômage, et si mon mari ne retrouve pas de travail, je ne sais pas ce qu'on va devenir».

DE LA GAZE POUR BOUCHER LES FISSURES

Les HLM sont au courant de la situation depuis longtemps, mais ils ne font rien. «Chez le voisin, ils ont bouché une fissure avec de la

A la Grande Borne, on raconte des centaines d'anecdotes de ce genre, il faut attendre des mois pour une réparation, souvent rien n'est fait. Au mieux, on cache quand c'est possible les dégâts les plus voyants. Mais les immeubles continuent de se dégrader. «Dans dix ans, ce sera un bidonville». Plusieurs appartements sont fermés, inutilisables «Dans un immeuble à côté, le raccordement des sanitaires n'était pas fait, ils s'en sont rendus compte quand ils ont fait visiter l'appartement du bas pour le faire visiter, le sol était couvert d'excréments».

PAS DE SERVICE DE DÉSINFECTIION

Ne parlons pas de la sonorité des escaliers, de la minceur des cloisons, des interrupteurs électriques qui ne marchent pas, c'est le lot de la plupart des cités HLM. A tout cela s'ajoutent des invasions de parasites divers. «Il y a eu l'année des puces, l'année des punaises, cette année c'est les cafards». «A l'école, les enfants attrapent des poux, avant il y avait eu une épidémie de pelade, et aussi des teignes». Il n'y a rien d'étonnant à cela, il n'y a pas de service de désinfection. Les gaines des vides-ordures constituent un foyer permanent d'infection, l'eau s'y infiltre, traverse les murs

LE LOYER A DOUBLE EN 5 ANS

Ce qui provoque la colère des habitants de «La Grande Borne», autant que le délabrement des appartements, c'est la hausse des loyers. En janvier 6% en plus, après 8% en juillet dernier et probablement 8% en juillet prochain soit 22% en un an.

En cinq ans les quittances ont pratiquement doublé. Pour un F5, charges comprises, il faut compter 1 000 Frs par mois, c'est cela les loyers «modérés». A la «Grande Borne» la moyenne des salaires est à peine supérieure au SMIC, c'est donc au moins la moitié du salaire qui passe dans le loyer «Je suis seule, j'ai cinq enfants, je gagne 1 800 francs par mois, je dois calculer au plus juste». Madame Dupré s'exprime avec force, deux de ses enfants l'écoutent et interviennent ils ont 12 et 14 ans, comme leur mère ils sont révoltés par les conditions de vie à «La Grande Borne». Dans la salle à manger, il n'y a pas d'autres meubles que la table, quelques chaises, un buffet et la télévision sur son quérillon, le minimum.

500 LOGEMENTS VIDES

«J'ai de plus en plus de mal à y arriver ; et il y a pire que moi, les saisies c'est vite

arrive, il suffit d'une maladie, ou d'un licenciement, le loyer c'est ce qu'on paye en dernier. Il y a deux ans on voyait des queues au magasin de fruits et légumes, maintenant il n'y a jamais plus de deux ou trois personnes en même temps». «La Grande Borne» compte environ 500 logements vides, les loyers sont trop chers. Il y a pourtant 4 000 dossiers de mal-logés comptabilisés à la préfecture de l'Essonne, mais les HLM refusent ceux qui n'ont pas suffisamment de ressources, préférant laisser des logements inoccupés. Ce scandale, le conseiller général UDR n'en a pas parlé. Le maire PCF, par contre prétend lutter contre la hausse des loyers et les saisies. Mais son intervention est sélective, les adhérents du PCF sont défendus en priorité, les autres n'ont qu'à se débrouiller. «Quand je suis passé à la mairie pour me faire domicilier, on m'a dit de prendre ma carte du PCF, j'ai refusé, quand j'ai une réclamation à faire on ne s'occupe pas de moi». Beaucoup me diront la même chose.

BRISER L'ISOLEMENT

L'opinion la plus répandue c'est que le maire fait ce qu'il

peut même qu'il est complètement dépassé par tous les problèmes, et incapable de les résoudre. Jusqu'à maintenant le PCF a réussi à canaliser la révolte, et à se préserver de la colère des habitants de «La Grande Borne» en se posant en victime de la politique gouvernementale. Les impôts locaux ont été augmentés par la mairie, pour faire passer cette mesure, le PCF a entrepris une campagne de pétitions demandant le report du paiement.

La révolte est grande, quasi générale, mais quand on pose la question des luttes à entreprendre, c'est encore l'hésitation qu'on rencontre. Les conditions d'habitat constituent un frein considérable à l'établissement de liens de solidarité entre les travailleurs, ceux qui travaillent sont toujours absents, les femmes sans emploi sont contraintes à rester chez elles, il n'y a pas de crèches. Quand on habite la Grande Borne, on pense avant tout à en partir.

C'est ce cloisonnement qu'il faudra briser pour pouvoir lutter, car dans chaque foyer, l'impression prévaut d'être seul à penser qu'il faudrait arrêter de payer les loyers, pour obtenir des améliorations.

UN LIEU DE STOCKAGE

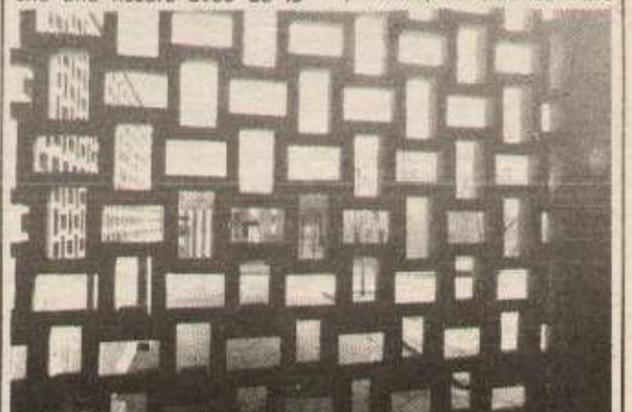
Soumis à un prix plafond, l'architecte a dû faire appel à l'entreprise de construction la plus concurrentielle. La société Bouygues, la plus grosse société française de construction. C'est un procédé moderne de construction qui a été utilisé : agencement d'éléments préfabriqués produits industriellement.

Pour abaisser le prix de revient les constructeurs ont rogné sur tout : épaisseur minimum des cloisons, pas d'isolation acoustique, finition bâclée, équipement intérieur, chauffage, installation électrique, canalisation ont été réalisés avec le seul souci de coûter moins cher possible.

On en voit maintenant les conséquences : 1 800 logements fissurés et abîmés par l'humidité et les défectuosités sans nombre.

Mais la dégradation rapide des logements n'est pas hâtes le seul problème de «La Grande Borne». Tout tourne à l'absurde dans cette cité : l'absence de transports en commun, l'éloignement du travail - il n'y a pratiquement pas d'emplois sur place -, le manque de distractions et d'animation...

On se rend compte que cette cité a été conçue comme un lieu de stockage d'ouvriers. La question qui se posait à la bourgeoisie c'était



gaze et mis du vernis par dessus, ça ne tient pas. Chez moi il y avait un trou près de la fenêtre, ils ont cloué un bout de planche. Dans la chambre des enfants, une partie du mur n'était pas tapissé quand j'ai pris l'appartement, ils sont venus avec des bouts de papier rose, alors que la chambre était tapissée en gris, ils voulaient coller des petits bouts de papier, j'ai dû me fâcher pour obtenir du papier gris».

et suinte dans les appartements.

Alors l'architecture, la décoration des murs, le visage songeur de Rimbaud dessiné sur un immeuble, cachent mal tout ce gâchis. Et la situation ne peut que s'aggraver, le sol n'est pas stabilisé, il aurait fallu construire sur pilotis car la Grande Borne repose sur des anciennes carrières, mais ça aurait coûté plus cher.

où entreprennent les habitants des quartiers populaires parisiens du 13ème, et du 19ème, chassés par la rénovation, ceux qui viennent de province, et les immigrés.

Il fallait un espace bon marché, des logements au rabais, un endroit isolé, on a trouvé Grigny.

La bourgeoisie a parqué là les ouvriers. Eloignés de leur travail, ils risquent moins

d'occuper leur usine, rentrant pour dormir, ils peuvent difficilement se contacter.

Un cordon sanitaire isole «La Grande Borne», l'autoroute A6, la départementale 29, la prison de Fleury Méro-

gis. Dans ces conditions l'architecture ne sert qu'à masquer qu'on est dans un ghetto.

LA VIE DU JOURNAL

PARMI VOS LETTRES

«Le retour de manivelle».

Ce c'est passé dans une commune de la banlieue de Lyon, Vaulx en Velin, commune tenue par les communistes «pour de rire» depuis longtemps ? Il arriva qu'un soir, à la même heure et au même endroit, se tiennent deux réunions différentes. La première était convoquée par le Comité de Locataires du quartier et la seconde pour le lancement d'une cellule du parti soi-disant communiste.

À la première, pas de personnalités ni de vedettes, à la seconde, le maire et différents ténors confédéraux du parti paraît-il communiste devaient lancer les vedettes locales.

Le soir venu, il fallait bien se rendre à l'évidence :
- à la première, les habitants se rassemblaient jusqu'à être une quarantaine et les discussions furent très animées.
- à la seconde, le maire, seul présent, faisait grise mine et après avoir demandé à ce que quelques chaises lui soient laissées, serra un peu plus sa pipe entre les dents et son départ des locaux collectifs fut très discret...

La morale de cette histoire qui sème la démobilisation finit par récolter l'indifférence, c'est le fameux retour de manivelle. Par opposition à cette triste morale, il y a la prise en main de la vie du quartier par les habitants et à l'issue de la réunion des habitants, une fête de quartier est décidée et actuellement une vingtaine d'habitants l'organisent activement.

Un lecteur de Vaulx en Velin

Un ouvrier de Sanders Adour

Je travaille chez Sanders Adour. J'ai lu votre article sur Sanders que je trouve très bon... Pour l'instant, nous à la CGT Sanders Adour, nous commençons à peine à nous organiser, mais nous allons faire un effort pour constituer un dossier pour les camarades de Juvisy. Dans l'usine Sanders Adour, le contexte n'est pas le même qu'à Juvisy : il y a pas mal de camarades qui sont ouvriers, fils de paysans.

COMMUNIQUÉS

LYON 3^e

Cher lecteur, nous t'invitons à la réunion-débat autour du Quotidien du Peuple qui aura lieu le :

samedi 7 février - 14 h 30
au Grand café de la Mairie
Place du pont - Lyon 3^e

(angle rue de Marseille et Grande rue de Guillotière)

Actuellement, le Quotidien du Peuple lance une campagne de critiques et de suggestions auprès de tous ses lecteurs pour remédier à ses insuffisances.

Pour cela, il a besoin de la participation des lecteurs. Nous verrons comme chacun peut contribuer à l'amélioration du journal.

Si tu ne peux pas venir, écris au Quotidien du Peuple pour faire connaître tes critiques et tes propositions, et pour envoyer des correspondances.

«PSYCHIATRISÉS EN LUTTE»

Le n°3-4 de «Psychiatisés en lutte» (numéro spécial 16 pages) est sorti : informations sur les luttes, conseils pratiques, premiers résultats d'enquêtes. Par l'article «La psychiatrie au banc des accusés» vous serez informés de ce qu'il est possible de faire dans le cas d'un internement, les divers recours, attaques juridiques, etc... avec conseils pratiques et lettres-typés à envoyer. Eric Burmann a ainsi déjà obtenu l'inculpation de l'ancien directeur de l'hôpital de Tours et nous irons tous bientôt à ce procès.

Mais il y a aussi «Un négrier parle... des internés répondent» car l'enquête sur l'«ergothérapie et le travail des internés» continue : un concessionnaire passe aux aveux lors d'un interview et dévoile l'intérêt qu'il trouve dans l'exploitation de ses «chers fous». Des internés ripostent par des réponses et diffusions du questionnaire d'enquête sur les conditions de travail des internés, mais aussi par la grève.

Un point d'information aussi sur la «révolte à la Maison de Nanterre» ainsi que sur les «Assises sur les accidents du travail et les maladies professionnelles» auxquelles le Groupe Information Asiles participait. En prime, une affiche sur quatre pages de la «Charte des internés» pour démarrer la lutte, susciter les réunions autour des droits des internés, des revendications à formuler et des combats à mener.

Le journal est en vente dans les librairies «militantes» de votre ville au prix pour ce double 3-4 de 3,50 F et 0,50 F pour tout interné. Abonnement à partir de 10F les 4 numéros (1 an).

Pour écrire :

Psychiatisés en lutte
B.P. n° 60
75721 PARIS Cédex 15

Réunions :

158 rue Legendre - Paris 17^e
métro Guy Mocquet
le mercredi à 20 h 00 et le samedi à 10 h 30

GRENOBLE

Comité pour la Libération des soldats
et des militants emprisonnés
permanence pour la marche sur Paris
du lundi 9 au samedi 14
de 18 h 00 à 19 h 00
4 rue Berlioz - GRENOBLE

A propos de

«LA PEUR DES FINIS DE MOIS»

Je vous écris car j'ai trouvé l'article de Claude ANCHER incomplet : je pense qu'il ne met pas assez en évidence les différents aspects de cette émission et notamment les plus sournois :

- la présentation de fait du travail au noir comme seule solution à la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs, sans aucune allusion à la lutte, bien sûr.

leurs à une soumission financière complète.

- la réclame insidieuse pour la télé, qui permet seule aux chômeurs et à leurs enfants de se distraire : mais pourquoi y a-t-il de nos jours tant d'émissions-télé l'après-midi sinon pour «garder» chez eux des chômeurs bien sages, éviter que désœuvrés, ils ruminent leur haine des patrons.



- ce qui est aussi sous-entendu alors : si il y a du chômage, c'est aussi dû aux travailleurs qui font double journée, et non à la bourgeoisie.

- la question des tutelles présentée par une ménagère qui dit : «c'est ce qui nous a sauvés». Alors qu'on sait qu'elles réduisent des milliers de travail-

- enfin, je crois qu'il ne faut pas prendre à la légère la question du crédit : «ciment social». Le plus intéressant, c'est qu'un banquier l'avoue franchement. Ainsi, dans beaucoup d'usines, le patron fait une enquête pour savoir quels sont les travailleurs qui ont des traites importantes à payer (maison, voiture, etc.) Ils prendront de préférence com-

me «chef de file» un gars qui fait construire car :

- il pourra face aux échéances difficilement faire grève
- il acceptera les heures supplémentaires, de nuit, etc..
- il pourra difficilement changer de boîte.

Ceci dit, je crois que des éléments valaient aussi d'être cités : la comparaison travailleur-cadre :

- «quand on invite des copains tout le monde cotise sans quoi on ne peut pas» (travailleur)

- «moi, j'anticipe sur mes augmentations (le cadre)

Le montage de «la ballade des gens heureux» sur des images glacées d'un supermarché un peu sombre était bien vu techniquement et doit nous inspirer car ceci met bien en contradiction l'idéologie bourgeoise et la réalité qui y correspond.

En conclusion, pourquoi ne pas proposer de telles émissions si on sait qu'elles contiennent des éléments intéressants, au débat. Demander aux travailleurs de se réunir pour les voir et en discuter à chaud, puis d'écrire au Quotidien qui, à cette occasion élargirait la rubrique télé, ou ouvrirait une autre rubrique.

Et puis, cette forme de télévision et de spectacle ne montre-t-elle pas la perspective d'une télé socialiste, vue collectivement, puis la saisie-vente ne suffit-elle pas à renforcer notre haine pour ce système pourri.

Henri-
Instituteur à Vaulx en Velin

VIE QUOTIDIENNE

Un carreleur nous écrit

Camarades, Je suis carreleur et je vous envoie quelques réflexions sur les conditions de travail dans ma profession.

Chez nous, le plus inadmissible, c'est le travail à la tâche que presque tous les patrons imposent. Ça divise les travailleurs en eux et c'est un frein pour organiser la lutte. Avec ce système, on pense surtout à gagner plus d'argent d'une manière individuelle. C'est vrai qu'avec l'inflation, la crise, il faut des augmentations. Mais avec le salaire à la tâche, on cherche à s'en sortir seul au lieu de s'organiser pour se faire payer plus.

Avec ce système, quand on a besoin d'argent, on travaille plus et c'est le patron qui, finalement, empoche encore plus. Pendant ce temps-là, on se ruine la santé pour lui !

D'autre part, on est payé différemment suivant le type de travail que l'on fait. Un exemple : un travail au sol, quand il

faut d'abord préparer le mortier et rester toujours courbé et dans l'humidité est payé environ 10F le m² dans la région lyonnaise. Par contre, poser des faïences, à la colle (qui est toute prête) sur évier, lavabo, autour d'une baignoire est payé au moins 21F alors que c'est un travail plus facile. Ça nous montre bien qu'on n'est pas payé en fonction du travail qu'on fait, mais en fonction du profit et de la loi du marché (car des faïences, c'est considéré comme un luxe).

En général, on fait beaucoup plus de travail au sol, ce qui est le moins payé. Et quand il y a une augmentation des tarifs, c'est pratiquement toujours en pourcentage. Ce qui fait que le travail le plus pénible et dont notre paie dépend le plus est en fait le moins augmenté. La société capitaliste dans laquelle on vit, est organisée uniquement pour le profit de quelques-uns et non pour le besoin des hommes.

Un ouvrier carreleur de Lyon

JE M'ABONNE

250 F	1 AN	80 F	3 MOIS
150 F	6 MOIS	30 F	1 MOIS

Nom.....
Profession.....
Adresse.....

Envoyez à :
le Quotidien du Peuple
BP 225
75 924 Paris Cédex 19
CCP 23 132 48 F Paris

DEVENEZ CORRESPONDANT
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE

TÉLÉPHONEZ AU
QUOTIDIEN DU PEUPLE

208 65 61 Paris de 8 H 30 à 13 H

Le Quotidien du Peuple
publication du PCR (ml)
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris Cédex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication
Y. CHEVET
imprimé par IPCC Paris
distribué par les NMPP
Commission Paritaire
56 942

**FRONT
ROUGE**
Organe Central
du
PCR (m.l.)

N° 3 - nouvelle série

est paru

Le numéro : 5 F (+ port)

Passez vos commandes
BP 161-75 864 Paris Cédex 18
CCP-31 191 14 La Source

LIRE ET RELIRE

VOLTAIQUE de Sembene Ousmane

Sembene OUSMANE, l'auteur de «VOLTAIQUE», n'est pas un écrivain comme la plupart de ses confrères africains ; il n'eut pas à subir en effet l'endoctrinement culturel que dispense la France dans les lycées et facultés des pays d'Afrique dite francophone. Il ne fut nourri ni de Molière ni de Lamartine, non plus de la fameuse sagesse de Montaigne.

C'est un fils de pauvres, né au Sénégal en 1923, et qui pour gagner de quoi survivre dut quitter rapidement l'école primaire et faire tous les métiers ; en particulier pendant près de dix ans il exerça sur le port de Marseille celui de docker. Ce n'est donc pas un «nègre blanc» acculturé par la France mais un travailleur noir qui a vécu l'exploitation et la misère.

S'il ne songe même pas à produire des œuvres imitées des grands maîtres de la littérature européenne, il se refuse aussi à plonger avec nostalgie dans le bon vieux temps des traditions africaines comme le font un certain nombre de ses collègues épris de «négritude».

Ces traditions si ancestrales et si africaines soient-elles, il n'hésite pas à les dénoncer avec vigueur lorsqu'elles lui semblent source d'oppression.

Ainsi dans l'une des nouvelles de «VOLTAIQUE», «Ses trois jours», il analyse l'attente douloureuse, humiliée d'une femme qui guette, vainement, l'arrivée de son

mari polygame (astreint pourtant par la coutume à venir passer trois jours chez chacune de ses épouses, à tour de rôle). Sembene OUSMANE entre avec beaucoup de justesse dans toutes les contradictions de cette femme, objet délaissé par le maître ; et il laisse entrevoir une évolution : les femmes prenant conscience de leur condition d'esclave et se décidant à lutter. «A Bamako, elles ont voté une motion condamnant la polygamie», constate indigné le mari.

De même dans une autre nouvelle «Lettres de France», Sembene prend nettement position en faveur d'une jeune Africaine mariée de force à un vieillard et vivant cloîtrée dans une chambre d'hôtel sordide à Marseille.

Dans «La Noire de...» se trouvent conjuguées la défense de la femme et celle de la travailleuse. Il y dénonce en effet, l'exploitation dont est victime une jeune Sénégalaise employée chez des blancs comme domestique ; ceux-ci l'emmènent en vacances sur la côte d'Azur, mais pour l'accabler de travaux ménagers et la montrer comme une bête curieuse à leurs amis.

Ce mince recueil de nouvelles paru en 1962 regroupe les thèmes majeurs abordés par Sembene OUSMANE ; on les trouve en effet, dans ses autres œuvres écrites : «Le docker noir» sorte d'autobiographie qui met en relief l'exploitation des travailleurs immigrés.

«Les bouts de bois de Dieu», très beau roman qui retrace une grève héroïque menée après la guerre par les cheminots africains.

Dans «Le mandat», c'est la bureaucratie héritée du système colonial qui est dénoncée.

«Mais, comme le dit lui-même Sembene OUSMANE, n'étant rendu compte que le livre ne pouvait toucher qu'un nombre limité de gens dans les pays en majorité analphabètes de l'Afrique noire dite francophone, je me suis tourné vers le cinéma».

En effet, dès 1963, il visualisera sa critique virulente en

adaptant son œuvre écrite comme «La Noire de...», «Le mandat», ou en réalisant directement une œuvre cinématographique, comme «Emtati» où il dénonce les exactions des troupes coloniales ou comme «Xala», son dernier film, qui attaque d'un humour corrosif la nouvelle bourgeoisie sénégalaise.

L'œuvre de Sembene OUSMANE, est une œuvre de combat qui aborde les problèmes de l'Afrique dans leur globalité et synthétise les revendications et les intentions de transformation des masses africaines.

Paule SACONNET
Ed. Présence Africaine - 8Fr-



TÉLÉVISION

programme	DIMANCHE 8 FÉVRIER
	TF 1
	12 h 30 - Jeux Olympiques SKI : descente dames à Lizum
	14 h 05 - Les rendez-vous du dimanche
	18 h 45 - Nans le berger
	19 h 15 - Les animaux du monde
	19 h 45 - JOURNAL
	20 h 30 - Le gendarme à New-York
	22 h 00 - Jeux Olympiques
	22 h 30 - L'œil en coulisses
	23 h 25 - JOURNAL et fin
	A 2
	13 h 40 - Quand l'inspecteur s'emmêle - (film américain)
	16 h 10 - Dessin animé
	20 h 00 - JOURNAL
	20 h 30 - Système 2
	21 h 40 - Schulmeister, l'espion de l'empereur ; avec Jacques FABRI...
	22 h 35 - Les cadets de la politique H. Missoffe
	23 h 05 - JOURNAL et fin
	FR 3
	20 h 05 - Les années épiques du cinéma
	20 h 30 - Le charme de l'ambiguïté
	21 h 25 - Le masque et la plume
	22 h 25 - JOURNAL et fin
SAMEDI 7 FÉVRIER	
TF 1	
14 h 30 - Samedi est à vous	
14 h 55 - Rugby - Tournoi des 5 nations - France - Irlande	
19 h 20 - Actualités Régionales	
20 h 00 - JOURNAL	
20 h 30 - Numéro 1	
21 h 30 - Jeux Olympiques	
22 h 30 - Presto	
23 h 25 - JOURNAL et fin	
A 2	
18 h 55 - Des chiffres et des lettres	
19 h 20 - Actualités régionales	
19 h 45 - Y'a un truc	
20 h 00 - JOURNAL	
20 h 30 - «Don César de Bazan»	
22 h 00 - Dix de der	
23 h 25 - JOURNAL et fin	
FR 3	
19 h 55 - Flash Journal	
20 h 00 - Festival du court métrage	
20 h 30 - Figaro-ci, figaro-là	
22 h 00 - JOURNAL et fin	

Solution des mots croisés de samedi

	1	2	3	4	5	6	7	8
I	T	R	I	O	M	P	H	A
II	A	I	R		I	R	V	N
III		Z	I	P		I	T	T
IV	B	I	S	T	R	O	T	
V	R	E		T	A	R	E	E
VI	I	R	A		D	I	S	
VII	M	E	N	T	I	T	E	
VIII	A	S	S	E	N	E	N	T

feuilleton

ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

RESUME :

E. Snow a donné à Mao Tsé-Toung une liste de questions le concernant. Dans le récit que lui fait Mao, E. Snow reconnaît à travers l'histoire personnelle, «un procès-verbal de la croissance du communisme» en Chine. Mao est né en 1893, dans un village du Hounan. D'abord paysan pauvre, son père s'est enrichi en montant un commerce de grains...

13^e épisode
ENFANCE

PREMIÈRE «GRÈVE»

«Je commençai à étudier dans une école primaire locale quand j'avais huit ans et y restai jusqu'à l'âge de treize ans. Le matin de bonne heure et le soir je travaillais à la ferme. Dans la journée je lisais la *Loen-yu* (*Analectes* ou *Entretiens*) de Confucius et les Quatre Classiques. Mon maître de chinois appartenait à l'école de traitement rigide. Il était dur et sévère, et battait souvent ses élèves. A cause de cela je m'enfuis de l'école quand j'avais dix ans. J'avais peur de retourner à la maison, de crainte d'y recevoir une raclée, et me mis en route dans la direction approximative de la ville, que je croyais se trouver quelque part dans une vallée. J'errai pendant trois jours avant d'être retrouvé par ma famille. Alors, j'appris que j'avais tourné en rond dans ma course et que dans tout le trajet je ne m'étais éloigné de chez moi que de huit li*»

«Après mon retour dans la famille, à ma grande surprise, la situation s'améliora quelque peu. Mon père marquait un petit peu plus de considération et le maître fut plus enclin à la modération. Le résultat de mon acte de protestation m'impressionna grandement. Ma «grève» avait été couronnée de succès.

LES DEUX «PARTIS»

«Mon père voulut que je me mette à tenir les livres de la famille aussitôt que j'eus appris quelques caractères. Il voulut que j'apprenne à me servir de l'abaque. Comme mon père insistait là-dessus, je commençai à travailler à ces comptes le soir. C'était un chef de corvée sévère. Il détestait me voir oisif, et s'il n'y avait pas de livres à tenir il me mettait aux besognes de la ferme. Il était d'un caractère emporté et me battait souvent ainsi que mes frères. Il ne nous donnait aucun argent et nous faisait faire la plus maigre chère. Le 15 de chaque mois il faisait une faveur à ses ouvriers et leur donnait des œufs avec leur riz, mais jamais de viande. A moi, il ne donnait ni œufs, ni viande.

«Ma mère était bonne, généreuse et compatissante, et toujours prête à partager ce qu'elle avait. Elle avait pitié des pauvres et leur donnait souvent du riz quand ils venaient en demander pendant les périodes de famine. Mais elle ne pouvait agir ainsi lorsque mon père était présent. Il désapprouvait la charité. Nous avions beaucoup de querelles à la maison à ce sujet.

«Il y avait deux «partis» dans la famille. L'un était mon père, le «Pouvoir dirigeant». L'Opposition se composait de moi-même, de ma mère, de mon frère et parfois même de l'ouvrier. Dans le «Front commun» de l'Opposition, toutefois, il y avait différence d'opinion. Ma mère recommandait une politique d'attaque indirecte. Elle critiquait toute manifestation ouverte d'émotion et toute tentative de rébellion déclarée contre le «Pouvoir dirigeant». Elle disait que ce n'était pas la façon chinoise.

RÉVOLTE

«Mais lorsque j'eus treize ans, je découvris un puissant argument m'appartenant en propre pour discuter avec mon père sur mon propre terrain en citant les Classiques. Les accusations favorites de

mon père contre moi étaient celles de conduite indigne d'un fils et de paresse. Je citai en échange des passages des Classiques disant que les aînés doivent être bienveillants et affectionnés. Contre son accusation que j'étais paresseux, j'usai de la réfutation selon laquelle les plus âgés devraient travailler plus que les jeunes, que mon père étant plus de trois fois plus âgé que moi devait travailler plus. Et je déclarai que quand j'aurais son âge je serais beaucoup plus énergique». (...)

Son père s'enrichit encore en achetant des hypothèques mises sur des biens appartenant à d'autres.

«Mon mécontentement s'accrut. La lutte dialectique évoluait constamment dans notre famille. Je me rappelle surtout un incident. Quand j'avais environ treize ans, mon père pria de nombreux invités à la maison, et en leur présence une dispute s'éleva entre nous deux. Mon père m'injuria devant toute la compagnie, m'appelant paresseux et vaurien. Cela me mit en fureur. Je le maudis et quittai la maison. Ma mère courut après moi, essayant de me persuader de rentrer. Mon père me poursuivit aussi, me maudissant en même temps qu'il me demandait de revenir. J'atteignis le bord d'un étang et menaçai de me jeter dedans s'il approchait. C'est dans cette situation qu'exigences et contre-exigences furent échangées en vue de la cessation de la guerre civile. Mon père insistait pour que je présente des excuses et fasse *K'o-t'ow* (1) en signe de soumission. J'acceptai de faire *K'o-t'ow* sur un genou s'il promettait de ne pas me battre. Ainsi la guerre se termina, et j'appris par elle que lorsque je défendais mes droits par la révolte ouverte, mon père se laissait fléchir, mais plus je restais humble et soumis, plus il m'invectivait et me battait». (...)

(à suivre)

(1) Salutation dans laquelle, agenouillé, on frappe le sol de la tête.

* 1 li = 600 m.

INTERNATIONAL

La Ligue Populaire Africaine pour l'indépendance

NOUS NE SOMMES PAS PRETS A GOUVERNER AVEC AREF

QdP : Juste avant l'enlèvement des enfants des militaires français en poste à Djibouti, un ratissage a eu lieu dans le bidonville de Balbala, à l'extérieur du barrage qui entoure la ville de Djibouti. Pouvez-vous nous en parler ?

Sheiko : C'est tout un faubourg qui a été rasé par les légionnaires et les gendarmes mobiles après avoir été vidé de ses habitants. La destruction a été réalisée avec un soin minutieux, de façon que les témoins éventuels ne puissent relever aucune trace à l'avenir. Actuellement, les habitants de ce faubourg ont été parqués dans des camps entourés de barbelés. Les conditions y sont dramatiques, les vivres, et même l'eau (chose très grave dans un climat désertique), manquant cruellement.

Parmi les gens qui se trouvent ainsi déportés, il faut noter la présence de nombreux jeunes, particulièrement visés pour leurs sentiments anti-impérialistes. Ceux qui demandent à partir en Ethiopie y sont autorisés, tandis que l'armée empêche ceux qui voudraient gagner la

Somalie de le faire : ceux qui tentent de s'évader ont été, nombreux, victimes des coups de fusil des gardes.

QdP : Dans une récente déclaration, monsieur Stirn a parlé des «garanties nécessaires» pour l'indépendance. Existe-t-il des contacts entre le gouvernement français et la LPAI, au cours desquels de telles «garanties» pourraient être définies ?

Sheiko : La LPAI est la seule alternative, le seul représentant du peuple, et entend engager seule les négociations pour l'indépendance avec le gouvernement français. Jusqu'ici, aucune initiative du gouvernement français en direction de la LPAI permettant de débloquent la situation n'a été enregistrée. La LPAI met quatre conditions à toute négociation avec les autorités françaises :

- ravitaillement de la population déportée et entassée dans les camps
- départ du «gouvernement» de Ali Aref
- démantèlement de la base militaire
- libération des représen-

tants de la LPAI arrêtés, en particulier Ahmed Dini, notre porte-parole, et Idriss Farah, secrétaire politique.

QdP : Et les autres militants ?

- Il y a des avocats pour eux.

QdP : Au cas où la France poursuivrait jusqu'au bout son entreprise de pseudo-indépendance avec Aref, quelle serait l'attitude de la LPAI ?

- Nous ne sommes pas prêts à gouverner avec Aref. Aref, qui est totalement isolé, se fait passer aujourd'hui pour un nationaliste. Mais en réalité, il n'a jamais été réellement partisan de l'indépendance. C'est la France qui l'a poussé à en accepter le principe, mais il s'agit en fait de permettre le maintien de la base militaire française sur notre territoire.

QdP : Quelle est donc votre conception de l'indépendance ?

- Nous sommes contre la présence militaire française à Djibouti. Cependant, nous souhaitons que cette indépendance se réalise dans la

coopération et l'amitié avec la France.

QdP : Quelles sont vos relations avec le Front de Libération de la côte des Somalis ?

- Elles sont bonnes.

QdP : Le considérez-vous toujours comme votre «aile armée» ?

- Oui.

QdP : Que signifie la déclaration d'Ahmed Dini, se désolidarisant de la prise d'otages par le FLCS ?

- Personnellement, je n'ai pas condamné cette action. Je n'avais pas connaissance de cette déclaration. Cependant, si Ahmed Dini l'a condamné, il doit y avoir de bonnes raisons. En tout cas, nous ne sommes pas prêts pour la lutte armée.

QdP : En ce qui concerne vos rapports avec la Somalie ? Le gouvernement français prend prétexte de «visées» somaliennes sur Djibouti pour s'opposer à une véritable indépendance.

- Nous n'avons pas peur d'une annexion du territoire par la Somalie, car elle ne l'envisage pas.

QdP : Il a été question d'un référendum pour régler ce problème.

- Il n'y aura pas de référendum après l'indépendance. Nos relations politiques avec le gouvernement somalien sont très étroites.

QdP : Avez-vous des relations avec l'Union Soviétique ?

- Pour l'instant, aucune relation directe. Mais nous ne refusons aucune aide, de la part de n'importe quel pays. Après l'indépendance, nous envisageons d'entretenir des relations avec les pays progressistes, ou révolutionnaires, comme vous l'entendez.



Communiqué de l'Union Nationale des Etudiants de la Côte Afar-Somalis.

«Un seul étranger, le colonialisme français»

La presse bourgeoise, les mass-média qui n'ont jamais voulu faire écho à la répression sauvage, sanglante qui s'abatait sur le peuple de la côte Afar-Somali depuis toujours, se déchainent et révèlent aujourd'hui, à l'occasion des événements de «prise d'otages», les barbaries des forces d'occupation coloniale.

Ces événements découlent de la situation d'oppression, de domination, d'exploitation, d'esclavage et des massacres quotidiens que perpétue le colonialisme français sur les masses populaires à Djibouti.

Les conséquences de cette affaire incombent au seul

responsable : l'impérialisme français. Le colonialisme français profite de ces événements pour intensifier encore plus sa répression, son agression d'une cruauté inouïe et sans limites sur les masses populaires. En effet, 4 appareils avec plus de 1 000 spécialistes de la répression à bord sont dépêchés à Djibouti pour grossir l'important effectif des troupes d'occupation déjà en place.

- Le couvre-feu est instauré à Djibouti depuis hier soir.

- L'armée a reçu l'ordre de tirer sur tout ce qui bouge.

Une vaste campagne de «nettoyage» des quartiers populaires est entamée par la légion et les paras :

- Quadrillage des quartiers

par des barbelés de fer.

- Raffles quotidiennes.

- Expulsions massives des patriotes anti-colonialistes vers l'Ethiopie et la Somalie.

C'est ainsi que Balbala (village situé tout près de Djibouti) a été complètement ratissé et mis à feu. Ses habitants ont été déportés soi-disant que ce sont des «étrangers».

L'UNECAS affirme que le seul étranger dans notre pays est le colonialisme-impérialisme français. Elle condamne fermement les manœuvres colonialistes à Djibouti. Elle réaffirme son soutien indéfectible au peuple de la côte Afar-Somali en lutte pour son indépendance immédiate et inconditionnelle.

La répression, les massacres, les expulsions et les déportations loin d'arriver à ébranler la volonté de lutte du peuple de la CAS, ne font qu'aviver sa haine et le pousser à s'unir plus étroitement pour infliger au colonialisme français des coups plus durs.

L'UNECAS, appelle toutes les organisations anti-impérialistes, tous les mouvements et partis révolutionnaires à dénoncer et condamner les manœuvres criminelles des forces d'occupation et d'agression de l'impérialisme français en côte Afar-Somali.

Le Comité Exécutif UNECAS

le quotidien du peuple

ESPAGNE LES TRAVAILLEURS CONSOLIDENT LEUR ORGANISATION

MADRID, LE 6 FÉVRIER

La situation à Madrid, sur le front des luttes marque une pause. Après les premiers succès obtenus, qui ont permis de dépasser les barèmes fixés par le blocage des salaires dans la construction, dans les Arts Graphiques et dans la chimie (Roche, Federico Bonet) et au téléphone, les travailleurs ont décidé d'un repli tactique et organisé. Y compris dans cette phase du mouvement, les travailleurs en profitent pour consolider les formes d'organisation qu'ils se sont données pendant la grève et restent particulièrement vigilants et prêts à se mobiliser contre des sanctions et des licenciements éventuels. Ailleurs les luttes se poursuivent.

Un exemple de cette poursuite de la mobilisation, c'est la reprise de l'agitation à la Renfe où les travailleurs sont mécontents du fait que la négociation promise ne s'est pas encore ouverte. C'est la métallurgie qui reste le secteur le plus sensible. Les assemblées continuent et les travailleurs refusent de faire des heures supplémentaires. Ils réclament l'embauche des ouvriers au chômage. Dans plusieurs usines de la métallurgie, les ouvriers continuent la grève. C'est le cas chez Parke Davis, chez John Deere et Vers (Getafe), où les ouvriers se montrent inflexibles sur la question de la réadmission de tous les licenciés. La direction a déjà reculé, puisqu'elle ne veut plus licencier que 3 ouvriers au lieu des 30 prévus et chez Vers (3 aussi au lieu de 279). Mais les ouvriers ne cèdent pas et disent : pas un seul licenciement !

Chez Chrysler, une assemblée de plus de 8 000 travailleurs a hué les représentants du Comité d'Entreprise, parmi lesquels il y avait des révisionnistes, parce qu'ils avaient transigé et accepté que la direction prononce des sanctions «pour fautes graves ou très graves» contre quelques uns de leurs camarades. Les ouvriers considèrent que c'est la porte ouverte aux licenciements.

Enfin, chez Fiesta à Alcala de Henares, à côté de Madrid, les travailleuses se sont enfermées depuis 8 jours dans l'usine pour obtenir la réintégration des licenciées. L'UTT provincial (Union de Travailleurs et Techniciens) a lancé un mot d'ordre de débrayage quotidien d'une heure sur toute la métallurgie de la province jusqu'à la réadmission.

Dans le reste du pays, les mouvements continuent à se développer largement :

- **A Valence**, c'est maintenant le textile qui est en grève générale ainsi que 2 500 enseignants.

- **A Valladolid**, les usines Michelin, Nitratos de Castilla et autres se sont joints à Fasa-Renault : presque toute la métallurgie est en grève. A Renault, les travailleurs luttent jusqu'à la réadmission de tous les licenciés. Dans la construction, la grève générale se poursuit depuis plus d'une semaine.

- **A Séville**, l'usine Renault a été fermée, car les ouvriers s'étaient mis en grève par solidarité avec ceux de Valladolid.

Dans les Asturies, le bassin minier de Hunosa reste paralysé : 11 000 travailleurs sont sanctionnés. D'autres usines sont fermées : Durofelguera à Gijon par exemple.

- **A Vigo**, le port est totalement paralysé par la grève.

Suite de l'interview de l'ambassadeur de Somalie

QdP : Djibouti est sur la route de Suez et au bord de l'océan indien. Cela présente un intérêt stratégique pour les grandes puissances ?

Les pays de la région n'appartiennent pas au bloc occidental. Le canal de Suez, le pétrole appartiennent aux peuples de la région. C'est aux peuples de la région de décider.

QdP : Certains observateurs insistent sur l'aide militaire importante de l'URSS à la Somalie. Quelle est votre position là-dessus ?

Nous avons des relations normales avec l'Union soviétique. Nous sommes pour la coopération avec tous les pays du monde. Ce sont les pays impérialistes qui parlent des relations avec l'Union soviétique pour faire une pro-

pagande contre le Tiers Monde.

QdP : Comment voyez-vous l'avenir des relations entre la Somalie et les autres pays de la région ?

Nous essayons d'avoir des relations de bon voisinage.

QdP : Avec l'Ethiopie ?

Nous pensons que nos peuples ont les mêmes intérêts, pour leur développement.

QdP : Avez-vous des informations précises sur la répression des forces françaises contre la population de Djibouti, ces derniers jours ?

La population de Djibouti est l'otage des forces françaises, oui l'otage, dites-le.

interview téléphonique recueilli par Jean-Paul GAY